



Stadt Biel
Ville de Bienne

Ratssekretariat
Secrétariat parlementaire

08^e procès-verbal du Conseil de ville / 08. Stadtratsprotokoll

Séance du jeudi 30 juin 2022 à 18h00

Sitzung vom Donnerstag, 30. Juni 2022, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesen:

Augsburger-Brom Dana, Bohnenblust Peter, Boly Kady, Bord Pascal, Briechle Dennis, Bucher Juliet, Cadetg Leonhard, Clauss Susanne, Cuixeres Manon, De Maddalena Daniela, Epper Bettina, Francescutto Luca, Gloor Yannick, Gurtner-Oesch Sandra, Halter Marisa, Hamdaoui Mohamed, Heiniger Peter, Koller Levin, Leuenberger Bernhard, Loderer Benedikt, Moeschler Marie, Molina Franziska, Morandi Marcel, Oberle Fabio, Paronitti Maurice, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Rodriguez Ugolini Julian, Roth Myriam, Rüber Stefan, Scherrer Jürg, Scheuss Urs, Schiess Christophe, Schlup Nina, Schneider Sandra, Schneider Veronika, Schor Alfred, Sprenger Titus, Steinmann Alfred, Stettler Urs, Stolz Joseline, Strobel Salome, Stocker Julien, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tanner Anna, Tonon Ariane, Torriani Latscha Isabelle, van der Meer Marion, Vlaiculescu-Graf Christiane, Vouillamoz Naomi, Wächter Olivier, Wendling Cécile, Widmer Patrick, Wiederkehr Martin, Zumstein Joël

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt

Kilezi Ruth, Lehmann Caroline, Schaffter Gaël, Tennenbaum Ruth

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Fehr Erich, maire

Conseillères municipales / Conseillers municipaux: Feurer Beat, Frank Lena, Gonzalez Bassi Glenda

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

Conseillère municipale Steidle Silvia

Présidence / Vorsitz:

Bord Pascal, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Klemmer Regula, secrétaire parlementaire

87.	20190333 Complexe sportif aux Champs-de-Boujean / Crédit d'engagement / Message	235
88.	Motivation de l'urgence de la motion interpartis 20220200, Scheuss Urs, Groupe Les Vert·e·s, Tanner Anna, Groupe PS/JS, «Mettre en œuvre dès maintenant la Commission biennoise de l'aide sociale»	250
89.	20220004 Rapport de gestion 2021 de l'Administration municipale biennoise	250
	• Ville et autorités	251
	• Mairie.....	252
	• Direction des finances	252
	• Direction de l'action sociale et de la sécurité	252
	• Direction de la formation, de la culture et du sport	252
	• Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement	252
90.	20220112 Rapport d'activité de la CDG 2021	253
91.	20220150 Transports publics biennois (Tpb) / Rapport de gestion et compte annuel 2021	254
92.	20220129 Contrôle des prestations 2021 de la société CTS S.A.	255
93.	20220146 Contrôle des prestations 2021 de la société Parking Bienne S.A. .	257
94.	20220148 Rapport d'activité 2021 / Energie Service Biel/Bienne (ESB).....	257
95.	Postulat urgent 20220101 Oberle Fabio, JS, Schlup Nina, JS, «Allocation de chauffage pour les ménages à bas revenus»	261
96.	Interpellation urgente 20220102, Steinmann Alfred, Groupe PS/JS, «Droit de superficie accordé à l'OFSPPO et à l'OFCL à Macolin»	264
97.	Nouvelles interventions	265

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Sur vos tables vous trouverez les documents suivants:

- Proposition d'amendement PVL+ concernant le point 9 de l'ordre du jour, 20190333 «Complexe sportif aux Champs-de-Boujean / Crédit d'engagement»
- Proposition d'amendement FDP et PRR concernant le message du point 9 de l'ordre du jour, 20190333 «Complexe sportif aux Champs-de-Boujean / Crédit d'engagement» (feuille blanche)
- Message du point 9 de l'ordre du jour, 20190333 «Complexe sportif aux Champs-de-Boujean / Crédit d'engagement»: arguments contre le projet proposé par les Vert-e-s (feuille blanche)
- Le dernier numéro de Vision 2035

87. 20190333 Complexe sportif aux Champs-de-Boujean / Crédit d'engagement / Message

Zumstein Joël, GPK: Im Juni 2020 hat der Stadtrat einen Kredit zur Projektierung von CHF 1,05 Mio. genehmigt. Der Stadtrat hatte damals für die Ausführung ein Kostendach von netto CHF 18 Mio. gefordert. Die Umsetzung des Projekts liegt heute Abend vor. Eine Multisporthalle für den Inlinehockeysport, regionale Turnvereine, das Turnzentrum Bern sowie das nationale Zentrum für das Sportklettern soll erstellt werden. Der Standort befindet sich in unmittelbarer Nähe zu den Hallen von Swiss Tennis sowie der Tissot-Arena. Ein umfangreiches Mobilitätskonzept liegt vor. Vor wenigen Tagen hat sich ausserdem der Kanton Bern gemeldet und seinen Bedarf an zwei Sporthallen angemeldet. Der Baubeginn ist für Anfang 2023 geplant und der Betrieb kann ab 2024 aufgenommen werden.

Der Gemeinderat hält in seinem Bericht fest, dass eine alternative Finanzierungsstruktur in Form einer Public Private Partnership (PPP) geprüft wurde. Diese Möglichkeit wurde schlussendlich verworfen mit der Begründung, dass dadurch Unterstützungsgelder aus dem kantonalen Sportfonds entfallen. Auf Nachfrage wurde der GPK mitgeteilt, dass der Entscheid über die Finanzierungsstruktur allein vom Gemeinderat gefällt wurde. Das Projekt beläuft sich gesamthaft über Anlagekosten in der Höhe von CHF 26,6 Mio., inklusive Mehrwertsteuer und inklusive des 2020 gesprochenen Projektierungskredits. Von den Bruttokosten können einerseits Subventionen von Bund und Kanton in Höhe von CHF 4,5 Mio. abgezogen werden. Andererseits bringt der Gemeinderat zusätzlich den Betrag von CHF 4,6 Mio. in Abzug, den die Stadt Biel vorfinanziert. Damit verbleiben Nettokosten von CHF 17,5 Mio.

Die GPK hat insbesondere die Berechnung der Nettokosten ausführlich diskutiert. Der Abzug der Mieterträge gab intensiv zu reden und führte zu zahlreichen Rückfragen bei der Stadtverwaltung. Die Zulässigkeit dieser Abzüge bleibt unklar. Ich verweise auf den Mitbericht der Finanzdirektion, die schreibt: *«Aus Sicht der FIN sind die Annuitäten seitens der Mieter der Multisporthalle bzw. die Rückzahlung durch die Nutzer bei der Übersicht der Investitionskosten unter Punkt 8.2 zu viel aufgeführt. Die Annuitäten sind, jährlich eingehende Erträge in der Erfolgsrechnung und dürfen aus kreditrechtlicher Sicht nicht von den Investitionskosten abgezogen werden.»* Ausserdem laufen die abgezogenen Annuitäten über die Dauer von 33 Jahren. Die Vorverträge mit den Mietenden wurden aber für eine Laufzeit von 15 Jahren abgeschlossen. Die verbleibenden 18 Jahre sind für die Stadt Biel mit einem Risiko verbunden. Die GPK

kommt nach intensiven Diskussionen, sorgfältiger Prüfung der Unterlagen und trotz zahlreichen Rückfragen und vertieften Recherchen zum Schluss, das vorliegende Geschäft zur Annahme zu empfehlen.

Widmer Patrick, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Notre groupe remercie le Conseil municipal de son rapport. Voici un magnifique projet qui permet la multifonctionnalité de plusieurs sports amateurs et professionnels sous un même toit et dans un secteur complètement dévolu au sport. Ce futur complexe sportif d'importance nationale permettra des synergies en terme d'organisation de halles de sport. La Ville a un fort besoin de halles de gymnastique afin de pouvoir répondre d'une part aux obligations scolaires et d'autre part aux sociétés locales. Ce projet complexe permettra de libérer les halles de l'Esplanade en déplaçant 94 leçons de sport aux Champs-de-Boujean. C'est dans ce quartier qu'une grande partie d'élèves sportifs de la filière Sport-Etudes s'entraînent dans leurs clubs. De plus, la «Sportfactory» accueillera dans sa triple halle de gymnastique, la société de gymnastique «Turnzentrum Bern (TZB)» qui déplacera son Centre de performance de gymnastique artistique dans notre cité. En outre, la promotion de l'activité physique des tous petits enfants se fera par une gymnaste de haut niveau qui est présente ce soir, Julia Steingruber. La salle d'entraînement du Club Alpin Suisse permettra d'y loger un centre de performance et d'importance nationale en escalade sportive. Il sera utilisé par des grimpeurs professionnels. Cette construction permettra à la Ville d'honorer la promesse qu'elle a faite aux trois clubs de Inline Hockey qui sont le SHC Bienne Seelanders, Bienne Skater 90 et le mouvement junior ISHB. Je tiens à souligner le fait que ce sport est né à Bienne. Il est à relever que ces clubs évoluent en ligue nationale A avec de nombreux titres de champions suisses à leur palmarès. L'année dernière, l'équipe féminine des Seelanders a gagné le titre national. Ces équipes se sont aussi affichées au niveau international et leur palmarès est impressionnant. C'est probablement le seul sport à Bienne qui a remporté autant de titre.

Le Canton doit rénover différentes halles de gymnastique dans les années à venir, notamment celle du gymnase du Lac, de la rue des Alpes, de l'école professionnelle, etc. Grâce à l'investissement du Service des sports et de Madame Gonzalez Bassi, un effet de synergie a pu être proposé au Canton de Berne afin qu'il puisse utiliser deux salles de gymnastique durant une période de dix ans. Ceci a permis au Canton de réduire son investissement de 12 millions de fr. prévu pour la construction de halles provisoires. Bravo, à tous les protagonistes.

Il reste cependant une zone d'ombre à ce projet, notamment le facteur coût avec un crédit d'engagement de 26 millions de fr. Un plafond de 18 millions de fr. à la charge de la Ville a été fixé par le Conseil de ville en 2020. La structure des coûts présentée dans le rapport du Conseil municipal, au point 9.5, n'est pas tout à fait transparente. Une marge d'interprétation reste dans ces chiffres notamment concernant le montant qui devrait être remboursé à la Ville. Je suis persuadé que le Conseil municipal va éclairer notre lanterne à ce sujet. Je tiens à rappeler que la Ville a un besoin urgent de ce complexe si elle veut faire face aux problèmes de halles de gymnastique que l'on a en Ville. Notre Ville rayonnera de manière positive, pour une fois, au niveau du pays. «Ici c'est Bienne», la Ville du sport! Je vous remercie de soutenir ce projet et de garantir l'avenir de ces jeunes sportifs qui sont venus, ce soir, participer à ce débat.

Roth Myriam, au nom du Groupe Les Vert-e-s: Cette affaire a été longuement discuté au sein de notre groupe. Plusieurs aspects ont été relevés durant notre séance de groupe. Ces aspects ont fait que notre Groupe n'est pas unanime sur le sujet.

Qu'est-ce le sport? Le sport fait partie des miroirs de notre société. Certaines couches de population ont accès à certaines disciplines et si on y réfléchit, le sport glorifie, récompense et classe. La performance est au centre et l'argent aussi. Il est possible d'accéder à un haut niveau sportif mais surtout si le niveau financier est lui-même aussi haut. Le sport est donc centré sur un système économique qui ne profite de loin pas à tout le monde, ni à ce qui nous entoure.

Parlons de l'argent de la Ville de Bienne pour rester dans ce sujet. Dans quelques jours, nous, parlementaires, allons être informés sur ce projet. Ce projet nous permettra peut-être ou non d'améliorer les finances de la Ville. Est-ce réellement la priorité du moment de dépenser autant d'argent? Ne serait-il pas plus judicieux de dépenser en premier lieu de l'argent pour nos infrastructures scolaires, pour des lieux pour toutes et tous? Pourquoi ne pas apprendre aux écoliers et écolières à bouger ailleurs, autrement et dehors? Le projet est beau, prometteur et bien présenté et il permettrait de sortir d'une situation très peu idéale pour tous et pour le corps enseignant aussi. Ce projet nous a questionné et ce soir notre groupe n'aura pas qu'une seule voix à son sujet.

Stolz Joseline, au nom du Groupe PSR: Ce projet a été examiné avec attention tout en gardant à l'esprit les difficultés financières de la Ville. Le montage financier tient la route en respectant le plafond fixé par le Conseil de ville. Le préfinancement de la Ville est compensé par des recettes provenant des subventions de la Confédération et du Canton ainsi que le remboursement prévu par les utilisateurs, sur un long terme. Des revenus seront générés par des utilisateurs et utilisatrices notamment grâce aux locations. Il y a eu ces dernières années des constructions et des rénovations de halles de gymnastique mais le manque de ce genre d'infrastructures reste important. Cependant, ces dernières années, le nombre d'élève a augmenté et de nouvelles familles se sont installées à Bienne. Cela est réjouissant mais cela a aussi entraîné des ouvertures de classes supplémentaires. Il faut savoir que chaque classe doit avoir, dans son horaire, trois leçons de gymnastique par semaine. Il est clair que l'on peut faire du sport en forêt, à la piscine, à la patinoire mais cela ne couvre pas cette exigence. Le besoin en halle de gymnastique n'est actuellement plus couvert pour les classes et pour les clubs sportifs et culturels.

Combien coûte la construction de trois nouvelles halles pour les écoles? Je pense que le montant à engager n'est que peu différent du coût de la halle projetée et qu'il sera nécessaire de l'engager si on refuse ce projet. La Ville de Bienne a investi pour le foot, le hockey sur glace, le tennis. Les autres sports plus modestes ne devraient-ils pas pouvoir aussi se développer à Bienne. Personnellement, j'ai vécu de près durant 30 ans l'évolution du Skater Hockey à Bienne qui devenu le Inline Hockey, avec mon fils qui a défendu les couleurs de Bienne Skater 90 au niveau national et au niveau international. J'ai été témoin de la motivation de ces jeunes et de leur volonté à défendre les couleurs de notre Ville et de la faire rayonner à la ronde. Bon nombre de jeunes motivés, dont le sport leur permet de développer des qualités sociales et humaines, trouvent un bon équilibre physique et psychique. Il est nécessaire de proposer aux biennoises et biennois une palette d'activités attrayantes afin qu'ils puissent trouver une activité à leur goût. Cette offre poly sportive désengorgerait aussi les halles de la Ville. Elle comblerait des lacunes dans les activités physiques des enfants et des jeunes de Bienne et alentours. On pourra y accueillir des manifestations d'envergure qui généreront des recettes. Les partenaires présents sont fiables. C'est pour tous ces clubs et aussi les écoles biennoises que je vous invite à accepter ce projet.

Bohnenblust Peter, Fraktion FDP: Die Fraktion FDP wird dem vorliegenden Geschäft zustimmen. Den Antrag der Fraktion GLP+ werden wir ebenfalls unterstützen. Das Projekt der Multisporthalle ist in mehrfacher Hinsicht speziell und typisch bielerisch. Die Anlage steht unterschiedlichen Nutzenden zur Verfügung und schliesslich wird gegenüber den Inlinehockeysportlern ein altes Versprechen eingelöst. Mit dem Projekt soll aber auch die Infrastruktur in der Innenstadt für den Schulsport freigespielt werden.

Ein Glücksfall ist ausserdem die Absicht des Kantons, sich in den Hallen einzumieten. Dieser positive Effekt auf die Finanzierung ist auf die Initiative der zuständigen Gemeinderätin der Direktion Bildung, Kultur und Sport (BKS) zurückzuführen. Ich wiederhole an dieser Stelle nicht die Bemerkungen des GPK-Sprechers zu den Risiken und die Äusserungen des Sprechers der Fraktion SVP/Die Eidgenossen über die Bedeutung des Projekts für den Breitensport. Die Fraktion FDP hat die Finanzierung ebenfalls diskutiert. Die Finanzen der Stadt Biel sind bekanntlich nicht rosig, sondern tiefrot. Sparmassnahmen stehen bevor, über die der Stadtrat aber noch nicht informiert wurde. Die Entscheidung zum vorliegenden Geschäft zu verschieben, würde die Volksabstimmung und damit auch die Umsetzung verzögern. Wir gehen davon aus, dass die Ausführungen des Stadtpräsidenten an der Sitzung gestern stimmen und das Projekt nicht andere dringende Investitionen verhindert. Wir nehmen ihn beim Wort.

Sorgen bereitet uns neben den Finanzen das Kostendach. Die sogenannte Vorinvestition von CHF 4,6 Mio. soll durch Annuitäten der Nutzenden über 33 Jahre zurückbezahlt werden. Dieses Vorgehen ist buchhalterisch mehr als fragwürdig. Das Kostendach wird allenfalls in mehr als 30 Jahren eingehalten. Dies war keineswegs die Absicht des Stadtrats. Wir werden deshalb bei der Beratung zur Botschaft einen Antrag auf Ergänzung betreffend die Einhaltung des vereinbarten Kostendachs stellen. Der Antrag der Fraktion GLP+ verlangt bereits im Beschlussentwurf, das Kostendach von CHF 18 Mio. einzuhalten.

Ich weise darauf hin, dass ab dem Budgetprozess 2024 für das Sport-Kultur-Studium (SKS) CHF 125'000 mehr im allgemeinen Haushalt einzuplanen sind. In der Betriebsrechnung wurden bereits Mietzinseinnahmen aufgeführt. Aufgrund der kurzfristigen Interessenbekundung des Kantons liegen leider noch keine Angaben zu den positiven finanziellen Folgen und den betrieblichen Auswirkungen vor. Wir gehen davon aus, dass eine gute Lösung für alle gefunden wird. Wir empfehlen Ihnen, dem Beschlussentwurf mit der Ergänzung im Antrag der Fraktion GLP+ zuzustimmen.

Wiederkehr Martin, Fraktion SP/JUSO: Das vorliegende Projekt ist nicht einfach «nice to have» und blickt auch nicht nur in die Zukunft. Der Bericht des Gemeinderats erwähnt die fehlende Infrastruktur in der Innenstadt für den Schulsport. Diese kommt heute an die Kapazitätsgrenze und ist überbelegt. Die letzte grosse neu gebaute Turnhalle wurde 2009 in Betrieb genommen. Mit der Bevölkerungszunahme seither, sind wir heute mit den Schulsporthallen in Verzug. Die Fraktion SP/JUSO wird dem vorliegenden Projekt zustimmen. Das vorliegende Projekt überzeugt architektonisch und im Preis-Leistungs-Verhältnis. Die verschiedenen Nutzungsmöglichkeiten wurden bereits erwähnt.

Sport ist nicht einfach, sich bewegen. Die Coronazeit hat jedoch aufgezeigt, wie wichtig Bewegung ist und wie stark das Bedürfnis danach ist. Entsprechend ist der Nachholbedarf gross. Der Volkssport mit den Bieler Sportvereinen ist auch ein sozialer Begegnungsort. In dieser Hinsicht ist die Multisporthalle wichtig. Profitieren werden nicht nur die Schulkinder in der Innenstadt, sondern auch die HallensportlerInnen. Über die Finanzierung wurde bereits ausführlich gesprochen. Zu beachten ist, dass in Biel

keine Turnhalle besteht, welche künftig Mieteinnahmen in der Höhe wie diejenigen der neuen Multisporthalle einbringen wird. Refinanzierte Investitionskosten sind sinnvoll. Die Fraktion SP/JUSO wird deshalb dem vorliegenden Projekt einstimmig zustimmen. Zum Antrag der Fraktion GLP+ warten wir die Stellungnahme des Gemeinderats ab.

Paronitti Maurice, au nom du Groupe PRR: Je peux le dire d'emblée, le Groupe PRR dans son ensemble soutient ce projet. Cela fait longtemps que nous le suivons et pour les plus anciens d'entre nous, vous vous souviendrez peut-être des envolées de notre collègue Nicati, aujourd'hui décédé. Je me permets de saluer la présence des représentants de ces sports. Je suis bien content qu'un projet en leur faveur puisse se concrétiser et régler leurs problèmes. Ce dossier est pour notre part bien ficelé et nous souhaiterions peut-être apporter quelques précisions dans le message au peuple afin qu'il soit encore plus transparent. Je n'ai pas de doute que nos concitoyens sauront accepter ce projet. Le financement proposé est aussi soutenable et c'est pour ces raisons que nous vous proposons de soutenir ce projet.

Gurtner-Oesch Sandra, Fraktion GLP+: Niemand ist gegen Sport und Bewegung. Die Frage ist auch nicht, ob wir genügend Hallen für den Schulsport zur Verfügung stellen wollen. Nur vermisse ich heute Abend unsere Finanzpolitiker. Angesichts der Gäste auf der Galerie sind sie wohl alle in Deckung gegangen. Gestern haben wir im Rahmen der Diskussion zur Jahresrechnung 2021 über unsere Schulden und dem drohenden Milliardenloch gesprochen. Kritisiert wurden zudem die aufgeschobenen Investitionen. Ich finde die Architektur des Holzbaus auch wunderbar. Die Zusammenarbeit ist genauso wie sie sein muss und der Mix aus Profi- und Breitensport gelungen.

Die Zusammenstellung der Finanzen im Bericht des Gemeinderats ist jedoch, nett gesagt, kreativ. 2020 hat der Stadtrat das Projekt auf ein Kostendach von CHF 18 Mio. gekürzt. Der Stadtrat muss jetzt seinen damaligen Entscheid ernst nehmen und den Kostenrahmen einhalten. Selbstverständlich brauchen wir das Projekt für den Schulsport, es gibt aber auch einen Teil der darüber hinausgeht und «nice to have» ist. Dieser Teil wird über Subventionen und Mitbeteiligungen mitfinanziert, jedoch nicht zur Gänze. In Kürze werden die Sparmassnahmen im Programm «Substance 2030» kommuniziert. Wo wollen wir sparen? Sollen Skilager gestrichen werden? Jeder Franken kann nur einmal ausgegeben werden. Die Einnahmen sind korrekt und genau aufzulisten, alles andere ist der Fraktion GLP+ zu kreativ. Wir **reichen** deshalb **den Antrag ein, um mit dem vereinbarten Kostendach das Projekt zu realisieren.**

Bei der Durchsicht des Berichts haben wir uns gefragt, ob durch die zahlreichen Partner nicht Nutzungskonflikte entstehen. Wir haben gelesen, dass die Hallen flexibel nutzbar sind. Inwiefern hat aber der Kanton mit seinem grossen Bedarf noch Platz und wie wird darauf reagiert? Wir bitten Sie, dem Antrag der Fraktion GLP+ zuzustimmen. Er präzisiert den Beschlussentwurf mit den Angaben aus dem Bericht des Gemeinderats.

Schiess Christophe. Les Vert-e-s: J'aimerais remercier quelques personnes ici présentes. Tout d'abord, je souhaiterais remercier Monsieur Lino Schaeren pour son article paru dans le Bieler Tagblatt du 17 juin. Dans cet article, il pose d'excellentes questions, notamment celle du dimensionnement du projet. Si, en très peu de temps et au dernier moment, on a réussi à trouver un nouveau locataire mais aussi à réaffecter une partie du complexe, ça signifie peut-être qu'on a vu trop grand au départ? Voilà ce qu'a répondu à Monsieur Schaeren, le délégué des sports: *«Der Sportdelegierte sagt, dass bei der Projektierung von zwei Inline-Hallen immer ein Spielraum für die nächsten*

Jahre miteingerechnet worden sei – vor allem für den Schulsport. Die Umfunktionierung der zweiten Inline-Halle in eine normale Turnhalle wäre immer als schnelle und einfache Möglichkeit vorgesehen. Die Hallen wären also, vorausblickend auf die lange Lebensdauer, bewusst mit mehr Kapazität geplant worden als unmittelbar benötigt.» Et là, le journaliste s'étonne et je m'étonne avec lui. On s'étonne que ces informations, pourtant très importantes, ne figurent pas dans le rapport du Conseil municipal. Ma confiance prend ici un premier coup.

Un grand merci aussi aux clubs de Inline Hockey. J'avoue que je ne connais pas très bien votre sport, mais j'imagine qu'il exige vitesse, précision, intelligence de jeu et aussi de la souplesse. En tout cas, vous en faites preuve face à la nouvelle donne. Comme le dit Vincent Monbaron, le président des Bienne Seelanders, avant-hier dans le Journal du Jura: *«Pour nous, disposer d'un seul terrain couvert serait déjà génial. Deux, cela aurait été la cerise sur le gâteau, mais on ne va pas faire la fine bouche.»* Cette appréciation (un deuxième terrain est une cerise sur le gâteau), j'imagine qu'elle ne date pas d'hier. Pourtant c'est ainsi qu'on a planifié depuis longtemps, comme en témoigne le rapport du Conseil municipal, que nous avons reçu il y a un mois. Ça fait quand même un peu cher la cerise, il me semble qu'on en trouve des meilleurs marchés dans le Seeland! De nouveau, ma confiance en prend un coup. On dirait une élaboration spontanée, joyeuse et généreuse, qui rappelle plutôt la «Kinderbaustelle de la Gurzelen» que la planification d'un investissement d'une telle envergure.

Merci à présent à Monsieur Bohnenblust, grâce à qui on a pu recevoir le procès-verbal de la séance du Conseil de Ville du 4 juin 2020, quand l'objet avait été débattu une première fois. C'est très précieux pour des gens qui comme moi ne sont entrés que bien après au Conseil de ville. J'y ai lu l'intervention qu'avait faite Monsieur Steinmann. Je me permets de te vous citer, Monsieur Steinmann, vos mots n'ont rien perdu de leur actualité, au contraire: *«Das ist viel Geld nur für den Sport. Zur Erinnerung: bald benötigt Biel ein neues Schulhaus, dessen Bau zirka CHF 50 Mio. kosten wird und mir wichtiger ist als diese Sporthalle! Das Schulhaus darf nicht durch den Bau einer Sporthalle gefährdet werden. Ich will daher wissen, ob eine Zustimmung zum heutigen Sporthallengeschäft den Neubau in der "Champagne" gefährdet? Gerne spreche ich Geld für den Sport und neue Schulturnhallen, aber die Priorität liegt klar beim Bau eines Schulhauses.»*

La Directrice des travaux publics de l'époque, Madame Schwickert, lui avait alors répondu que les deux projets étaient dans le plan d'investissement, je cite: *«(...) der Stadtrat [muss] sich heute nicht zwischen einem der beiden Projekte entscheiden»*. J'ai demandé à Madame Gonzalez Bassi ce qu'il en était aujourd'hui et je la remercie pour ses réponses. Vous m'avez répondu que la Ville était en mesure de financer les deux projets actuellement, sans les mettre en concurrence. Vous m'avez aussi répondu que les besoins en halles de sport étaient actuellement plus urgents que les besoins en salles de classes (ce que je ne comprends pas encore tout à fait, puisque le nombre de leçons de sport et le nombre d'autres leçons sont directement liés). Donc si vous pouvez encore m'expliquer cette temporalité décalée, pour reprendre vos termes, je vous en serais reconnaissant. J'imagine bien que la planification scolaire (Schulraumplanung) est quelque chose de complexe. Votre réponse devrait donc me rassurer. Mais quand je pense à ce qui nous attend, dès mardi prochain, quand le voile sera levé sur «Substance 2030», encore une fois, ma confiance a de nouvelles fissures.

Pour conclure, j'imagine ce qui se passerait si nous refusions le crédit ce soir. Voici quelques conséquences que je peux imaginer:

- La Suisse ne remporterait peut-être pas de médailles olympiques d'escalade aux prochains JO.
- Madame Giulia Steingruber s'envolerait ailleurs.
- Il faudrait vraisemblablement redimensionner le programme Sport-Culture-Études.
- Il faudrait évidemment trouver une autre solution pour les clubs d'Inline Hockey.

J'aime le sport! Je regretterais chacune de ces conséquences, sincèrement, mais j'ai aussi un coeur, qui bat, ici, à gauche. Ce coeur me dit d'écouter ce que dit le Parti socialiste suisse: *«Für alle statt für wenige.»*

Wächter Olivier, UDC: Dans ce projet, il existe de nombreux éléments qui parlent en sa faveur. L'élément très important est le besoin scolaire comme cela a déjà été rapporté ce soir. Le sport réveille l'esprit et est indispensable pour notre jeunesse. Moi-même, lorsque j'étais plus jeune, plus fit, j'ai pratiqué le basket à un niveau qui était acceptable. Je peux vous dire que le basket se pratique en salle majoritairement. La condition physique, on la faisait en extérieur donc comme l'a dit notre collègue verte, les deux pratiques ne sont pas incompatibles. Ce projet est aussi indispensable pour certains clubs de sport, mais aussi pour le Club alpin suisse (CAS). Je suis allé sur le site internet de la Ville afin de regarder les avis et conseils qui étaient données aux habitants de Bienne et aussi aux futurs habitants. J'y ai lu: *«Habiter dans la plus grande ville bilingue de Suisse! Bienne une ville qui bouge!»* Il est vrai que Bienne est une ville qui bouge pour plusieurs raisons comme la culture, le sport, etc. C'est aussi écrit que Bienne est: *«Un espace de vie exceptionnel. L'offre sportive dispensée dans les écoles et associations se fait grâce à des infrastructures modernes, etc.»*

Si on accepte ce projet Bienne n'en sera que plus exceptionnelle. Il est de notre devoir, ce soir, si on veut respecter ce qui est écrit sur notre site, de mettre en place tous les moyens pour que ce projet passe la rampe devant le peuple. Il ne faut prendre aucun risque pour mettre des bâtons dans les roues de ce projet afin de le ralentir. C'est un projet qui est important et les délais prévus le sont aussi. Je tiens à rappeler que des projets d'une si grande envergure sont compliqués à mettre en place et demandent aussi une certaine flexibilité de notre part. Dès lors, il faut soutenir ce projet toutes et tous ensemble. Ce n'est pas en tant qu'élu UDC que je vous demande de soutenir ce projet mais en tant que biennois, fier de ma Ville, de nos jeunes, de nos clubs et passionné de sport.

Loderer Benedikt, Grüne: An der Sitzung gestern wurde uns erklärt, dass Biel fast pleite ist. Weiter zu machen wie bisher, würde ins Unglück führen. Ich wundere mich, dass dieselben Leute heute fröhlich CHF 18 Mio. ausgeben wollen. Warum ist das so? Dem pawlowschen Hund wurde jedes Mal, wenn die Glocke läutet, Futter gebracht. Die Folge war, dass jedes Mal, wenn die Glocke geläutet wurde, der Hund prompt anfang zu sabbern. Politiker sind genau gleich wie der pawlowsche Hund. Wenn der Sport winkt, sabbern sie Geld ab, denn sie wissen, dass damit Futter, respektive Wählerstimmen verbunden sind.

Soweit die Fakten zum vorliegenden Geschäft und nun zu den «facts of life»: Es gibt keinen grünen Sport. Sport generiert die Herstellung von Freizeitverkehr, was, wie Sie alle wissen, ökologisch nicht schlau ist. Der Freizeitverkehr macht unterdessen rund die Hälfte des Gesamtverkehrs aus. Mit dem vorliegenden Geschäft wird dieser noch weiter gefördert. Im Grunde genommen ist das vorliegende Projekt die Förderung des Konsums mit sportlichen Mitteln. Eigentlich ist das Ihnen allen klar, aber Sie sind Politiker und damit mit dem pawlowschen Hund verwandt. Der einzige Trost ist, dass

es sich um ein Schnäppchen handelt. Das Projekt wurde so arrangiert, dass sämtliche Subventionstöpfe abgeholt werden können. Dafür müssen wir dem Gemeinderat dankbar sein. Ich werde den vorliegenden Verpflichtungskredit ablehnen, denn ich muss nicht populär sein.

Steinmann Alfred, SP: Da ich direkt von Herrn Schiess zitiert wurde, äussere ich mich zum vorliegenden Geschäft. Ich gehe davon aus, dass auch die bürgerlichen Parteien den notwendigen Schulhausbauten zustimmen werden und nicht nur den Sporthallen. Auf der rechten Seite des Stadtrats sehe ich kein Nicken, es ist also ungewiss. Wird nur der Sport unterstützt, die Schule hingegen nicht? Mich interessiert, was der Gemeinderat dazu zu sagen hat. Falls der Schulhausausbau unbestritten ist, kann ich der Multisporthalle ebenfalls zustimmen. Unsere Schulen brauchen dringend zusätzliche Turnhallen. Der Sportunterricht muss gewährleistet sein. Ich hoffe, dass auch künftig notwendige Schulhäuser bewilligt werden.

Vouillamoz Naomi, Les Verts: J'aimerais vous présenter les raisons pour lesquelles je me prononcerai contre le complexe sportif aux Champs-de-Boujean. Premièrement, les aspects écologiques. Ce n'est pas parce qu'on construit selon un label Minergie qu'il n'y a pas d'impact environnemental ou climatique. De manière pragmatique: Bienne est située au pied du Jura, de nombreuses parois rocheuses sont aménagées pour le plus grand plaisir des grimpeurs et grimpeuses en herbe. Pour le Inline Hockey, au vu de l'évolution de la crise énergétique et des températures, je suis prête à parier que de nombreuses patinoires vont se libérer bientôt pour d'autres usages. Pour ces raisons, je ne pense pas qu'il y ait une réelle nécessité à ce projet. Il entre donc pour moi dans la catégorie des grands projets inutile, désolée!

Deuxièmement, la question des priorités financières. L'assainissement et la création de nouvelles écoles, la transformation de nos infrastructures énergétiques, l'adaptation de notre Ville aux effets du changement climatique sont plus importantes que la mise en place d'un x^{ème} méga centre sportif. Nos investissements doivent être dirigés dans des infrastructures à haute valeur sociale ajoutée. Le manque structurel de salle de gymnastique de la Ville de Bienne peut être compensé, avec un peu de bonne volonté, par la pratique des parcours Vita et des jeux en plein air et pourquoi pas par l'apprentissage d'une reconnexion à la nature, comme le jardinage ou la permaculture, l'entretien des paysages urbains. Autant d'activités qui font du bien au corps et à l'âme et qui nous apprennent à prendre soin de notre collectivité plutôt que de notre individualisme.

Troisièmement et pour terminer, selon moi le point le plus important, c'est la question d'un choix de société. Quelle société voulons-nous voir advenir? Aujourd'hui, le sport est devenu le miroir de notre société. Le sport glorifie le pouvoir, l'argent, la compétition, la performance, l'égoïsme, toutes ces valeurs qui sont aux fondations de notre modèle économique et qui mènent aujourd'hui notre société dans l'impasse.

Pour ces raisons, je ne peux tout simplement pas apporter mon soutien à ce projet. J'ai étudié les sciences de la terre jusqu'à l'âge de 38 ans. Je suis «Frau Doktor». Un «Doktor», lorsque vous êtes malade est de vous le dire. Mon devoir ce soir, en ce rôle, est de vous dire que notre Terre va mal. Il n'y a pas de bonnes nouvelles dans cette science. Il faut changer la manière de faire. On ne peut pas être contre le sport, c'est juste génial. Toutefois, il faut m'expliquer pourquoi mon fils revient de sa journée sportive avec un brassard UBS et un QR Code à l'arrière afin de bien entrer dans le système. Cela ne me fait pas plaisir de dire non mais je dois rester cohérente avec moi-même.

Hamdaoui Mohamed, Le Centre: Cela fait des années que l'on parle de ce complexe sportif. Je me permets de rappeler que ce n'est pas un complexe destiné au sport de haut niveau, au sport de fric pour le dire ainsi. Il s'agit de faire du sport populaire. De mon avis, le sport, au même titre que la musique ou d'autres activités, joue un rôle majeur au niveau de l'intégration dans la société. Il est vrai que c'est un projet coûteux. Toutefois, est-il du devoir des associations sportives d'assumer notre incompétence collective car c'est peut-être nous, avec des dépenses inconsidérées, qui avons mis la Ville dans cette situation peu reluisante. Je ne comprends pas pourquoi un tel projet serait refusé au nom de pensées dogmatiques et idéologiques. Je suis partisan du fait que l'on puisse faire du sport en plein air, que l'on puisse avoir une relation différente avec notre corps. Le sport fait partie intégrante de notre vie. J'ai vraiment le sentiment que les petits clubs sportifs ont pris conscience de la nécessité de créer des synergies et peut-être même de fusionner pour eux-mêmes faire des économies. Je vais soutenir ce projet avec enthousiasme et je m'engagerai dans la campagne en sa faveur.

Francescutto Luca, UDC: J'ai cru rêver en entendant certains commentaires notamment ceux de Madame Roth. Vous souhaitez envoyer des sportifs qui ont gagné plusieurs titres nationaux en forêt pour s'entraîner. Je vous conseillerais, vous les écologistes, d'aller rouler en forêt au lieu de dépenser des millions pour construire des autoroutes à vélo en Ville et perturber le trafic. Madame Vouillamoz, je ne dirai rien car j'ai un profond respect pour votre idéologie. Je sais que vous êtes une battante et ce que vous proposez, vous le pensez. Toutefois, on ne veut pas ces halles de gymnastique en paille, non plus. Comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est une question de volonté et non une question d'argent. On trouve toujours de l'argent pour plusieurs autres projets. Je vous demande de laisser vos idéologies de côté. Le sport c'est la vie, alors soutenez ce projet.

Widmer Patrick, UDC: Je ne sais vraiment plus quoi penser. Je prends la parole en tant que président de la Commission des sports. Il faut arrêter de vivre dans votre monde de «bisounours» car le sport ne coûte pas des millions. Je pense que si on avait proposé de créer le musée du cannabis, des millions auraient pu être dépensés, sans problème. Je ne vous comprends pas! On a construit trois halles pour la modique somme de 17 millions de fr. Là, on va construire huit halles pour un montant identique à la charge de la Ville. Est-ce que vous vous souvenez de la rénovation de la halle de la Plänke? On a claqué beaucoup d'argent pour ne rien avoir de plus. Les deux équipes de Inline Hockey de Bienne n'ont pas pu se développer correctement par manque d'infrastructures. Des petits villages alentours ont réussi à construire des terrains modernes, alors pourquoi pas Bienne? Ces équipes sont donc devenues moins attrayantes et je pense que cette construction pourra améliorer ce point. Une nouvelle halle nous permettra sur dix ans de remonter ce sport. Le Département des sports s'engage pour le sport à Bienne et je pense qu'on doit lui donner les moyens de le faire encore mieux. Je vous demande de soutenir ce projet pour nos jeunes à Bienne.

Vouillamoz Naomi, Les Verts: Je souhaite répondre aux attaques qui ont été faites à notre rencontre. Je pense que je prends soin de moi et qu'on le voit sur moi. Je sais qu'on ne va pas construire des halles en paille. C'est bien là le centre de la question, l'intensité énergétique des mégas édifices par mètre cube. En construisant des édifices pareils, les objectifs climatiques sont remis en question. Il s'agit d'une question mathématique. Je ne peux plus être schizophrène et dire que le sport est génial et que ce genre d'édifice est indispensable tout en disant que l'objectif écologique doit être atteint. Cela ne fonctionne simplement pas. Je suis une scientifique et non une

idéologue. Mes propos sont basés sur des constats, des observations, des analyses rigoureuses. On vit dans un monde où on fait des projections. Ces dernières nous amènent toutes dans un mur. Il n'y a aucun scénario qui nous emmène sur un monde qui pourra être bien pour notre survie. La terre va continuer à tourner autour du soleil mais nous ne savons pas si on pourra continuer à y vivre. Je ne pense pas que nous sommes des «bisounours» mais plutôt vous, car vous restez la tête dans le sable en pensant que tout va bien se passer. Les questions que je pose, aujourd'hui, sont importantes. Je ne suis pas contre le sport. J'ai deux enfants dont un qui adore le unihockey mais il pratique ce sport devant la maison, par beau temps. Est-ce qu'on veut se donner la chance de ne pas devenir les prochains dinosaures de la planète? Là, c'est la géologue qui vous parle.

Koller Levin, SP: Herr Widmer, wir sind heute der gleichen Meinung und werden beide dem vorliegenden Projekt zustimmen. Ich erinnere Sie aber daran, dass wir im Stadtrat eine Kultur des Anstands und Respekts haben wollen. Ihr Votum von vorhin gehört nicht hierher.

Vom Vertreter der Fraktion Grüne wurde vorhin der Wahlslogan der SP erwähnt, «*für alle statt für wenige*». Ich fühle mich natürlich genötigt, etwas dazu zu sagen. Ja, die SP macht Politik für alle, statt für wenige. Das vorliegende Projekt ist für alle. Heute müssen die Schulkinder durch die halbe Stadt laufen, um zu ihrer Turnhalle zu gelangen. Mit dem vorliegenden Projekt können wir diese Situation entschärfen. Heute gibt es Sportvereine in der Stadt, die keinen Platz für ihr Training finden. Das vorliegende Projekt entlastet auch diese Situation. Mit dem Projekt schaffen wir eine Infrastruktur, auch für Sie, liebe Gäste auf der Galerie. Es ist ein Projekt nicht für wenige, sondern für fast alle. Wir von der SP sind die einzigen mit einer vernünftigen Position (*Gelächter*). Die Grünen wollen das Schnäppchen nicht, was ich nicht verstehe. Die Bürgerlichen klagten gestern über die Schulden- und Finanzkrise und heute stimmen sie einfach so einem Projekt zu, für welches wir uns mit rund CHF 20 Mio. verschulden. Ich finde das einzigartig. Ich habe gestern bereits gesagt, dass die Verschuldung kein Problem darstellt.

Wir stimmen heute zu, wollen das vorliegende Projekt aber nicht gegen andere ausspielen. Klar ist, dass Investitionen in den Schulraum aber auch in den Klimaschutz notwendig sind. Wir brauchen auch weiterhin ausreichend Mittel für die Kultur. Ausserdem müssen wir Menschen in schwierigen Lagen unterstützen. Es geht hier nicht um das Eine oder das Andere. Es geht darum, dass wir solidarisch sind und die Bedürfnisse der Bevölkerung mit unseren Entscheiden befriedigen können.

Ich wende mich jetzt an die Gäste:

1. Das Projekt kommt im September 2022 zur Volksabstimmung und wird kein Selbstläufer. Wir werden Ihre Unterstützung und Werbung brauchen, um mehrheitsfähig zu werden.
2. Wir sind in einer schwierigen Finanzsituation. Trotzdem geben wir heute für das vorliegende Projekt Geld aus. Wir sind überzeugt, dass wir solidarisch sein müssen und auf die Bedürfnisse der verschiedenen Bevölkerungsgruppen hören müssen. Ich rufe Sie deshalb dazu auf, auch mit anderen Anliegen solidarisch zu sein. Schlussendlich wird eine Steuererhöhung unumgänglich. Wir zählen auch dafür auf Ihre Unterstützung.

Rüber Stefan, Grüne: Ich werde das vorliegende Projekt unterstützen. Folgende Gründe überzeugen mich:

- Mit der Multisporthalle wird die Situation im Schulsport verbessert, weil im Stadtzentrum Platz geschaffen wird. Alternativ eine zentrumsnähere Lösung für einen Hallenneubau zu finden, dürfte aus Platzgründen schwierig sein und ausserdem finanziell weniger lukrativ, da pro investiertem Franken weniger zurückkommt.
- Mit der Multisporthalle wird verhindert, dass der Kanton gleich nebenan eine provisorische Turnhalle baut. Eine provisorische Turnhalle ist grundsätzlich absurd. Mit der aktuell vorgesehenen Mietsituation werden Einnahmen generiert, welche höher sind als bei einer normalen städtischen Turnhalle. Das spezielle Nutzungskonzept hat sich in den vergangenen Monaten zwar stark verändert, jedoch für die Stadt Biel finanziell zum Guten.
- Ein lokaler Klub findet ein Zuhause; das mag ich den Mitgliedern gönnen. Solche Vereine bedeuten ein grosses persönliches Engagement vieler einzelner Personen. Von diesem Engagement profitieren unter anderen die Kinder und Jugendlichen der Stadt Biel. Der Einsatz ist nicht selbstverständlich und anerkennenswert.

Trotzdem bereitet mir nach dem gestrigen Abend eine Sache Bauchschmerzen. Die Stadt geht mit der Multisporthalle ein finanzielles Engagement ein. Die Stadt bietet etwas, das über den gesetzlichen Auftrag hinausgeht. In diesem Fall halte ich das für richtig. Gestern und auch heute höre ich im Stadtrat, dass die Schaffung von lebenswerter, auf die Zukunft ausgerichteter Stadtraum finanziell nicht drin läge. Ein angenehmes Stadtklima wird als «nice to have» abgetan. Ich werde meine Unterstützung für die Multisporthalle nicht bedauern. Wir müssen uns aber bewusst sein, dass wir dafür viel Geld in die Hand nehmen.

Heiniger Peter, PdA: Ich wiederhole das bereits Gesagte nicht. Die Debatte zur Jahresrechnung 2021 an der gestrigen Sitzung war peinlich. Dass Schulden für mich kein Thema sind, habe ich bereits gesagt. Heute geht es um die Multisporthalle. Ich begrüsse die Gäste auf der Tribüne: Schön Sie hier zu sehen. Biel wird immer wieder als Sportstadt hervorgehoben. Jetzt erhalten Sie hoffentlich endlich die notwendige Infrastruktur. Wie sieht es mit der Kostenbeteiligung aus? Beispielsweise könnte sich die Agglomeration vermehrt beteiligen. Von der Multisporthalle werden die umliegenden Gemeinden schliesslich auch profitieren.

Widmer Patrick, UDC: Je vous remercie Monsieur le Président de me donner la parole à nouveau. Je souhaiterais rappeler à Monsieur Koller que la droite se sent aussi attaquée à chaque séance et cela de manière peu protocolaire. J'ai donc un grand plaisir, Monsieur Koller, à ce que vous ressentiez aussi cela sur ce sujet. J'aimerais relever que pour notre part, ce n'est pas parce que nous sommes un peu ironiques dans notre attaque que l'on est méchants. Si j'ai blessé certaines personnes, j'en suis désolé cela n'était pas mon intention. Par contre, la vérité sort aussi des fois de cette manière.

Gonzalez Bassi Glenda, directrice de la formation, de la culture et du sport: Vous êtes nombreux, ce soir, à la tribune. Je pense que l'aspect positif de ce débat est qu'il vous aura amené à suivre le chemin du Parlement. J'ose espérer, à l'avenir, que vous vous souviendrez de ce chemin et que vous viendrez nous rendre visite à l'occasion d'autres débats. On voit aussi l'importance de la politique dans la société, car vous en êtes, aujourd'hui, tributaire. Je tiens à saluer le débat nourri qui vient d'avoir lieu. Ce débat a été, au début, focalisé sur l'aspect financier de ce projet, mais il a gentiment évolué sur un aspect idéologique, tout en voyant apparaître des questionnements par rapport à l'avenir et aux enjeux du développement de notre Ville. Je vais essayer de

répondre à toutes les questions soulevées mais en raison du temps imparti et de ma mémoire défaillante, je ne vais pas pouvoir le faire point par point, personnellement, comme je le fais habituellement.

Concernant la question du financement, le Conseil municipal a envoyé cette affaire au Parlement avec la perspective qu'elle soit présentée au peuple. C'est donc un message assez clair du Conseil municipal que ce projet, avec le montage financier présenté, tient la route. On parle d'un projet qui a évolué durant plusieurs années et qui n'est de ce fait pas identique au projet initial. Ce fameux plafond d'investissement, qui nous a été imparti, est pris en compte et respecté par le Conseil municipal. De plus, 4,5 millions de fr. sont garantis du Canton et de la Confédération et enfin 4.6 millions de fr., qui ont été au coeur du débat, sont des annuités. Ce terme n'est pas usuel en comptabilité mais ils se répartissent de manière à pouvoir rembourser la Ville sur une durée de 33 ans par les utilisateurs concernés. C'est donc en terme plus comptable que les amortissements de l'emprunt et les intérêts reviennent complètement à la Ville. Le coût d'exploitation de ce complexe, dans l'ensemble, sera entièrement couvert par la location aux utilisateurs. La Ville n'aura donc aucun coût successif à sa charge. Pour revenir sur l'amendement déposé, il ne fait que préciser ce qui était déjà mentionné sur l'arrêté de 2020 et qui justifie un plafond de 18 millions de fr.

La construction prévue est modulaire. Cela suppose qu'il sera possible de jongler avec l'utilisation des différents espaces. Cela nous a amené, à un moment donné, à pouvoir dire que le Inline Hockey aura une halle et non deux car chaque partie a des accès spécifiques et des vestiaires. Cela nous permet, sans revoir le projet de construction, de réduire l'utilisation pour le Inline Hockey car ce sport a moins d'adhérents que lorsque nous avons commencé la réflexion sur ce projet. Grâce à cette modularisation il nous a été possible d'intégrer un nouveau partenaire, qui est le Canton. Il va nous apporter des entrées supplémentaires pour le sport scolaire. Le CAS et le Centre de gymnastique régional ont une attribution exclusive de leurs espaces. Ils participent de ce fait de manière plus importante à travers leurs annuités. Les clubs de Inline Hockey ne bénéficient pas de cela et leur participation est donc moindre. Cela permet aussi pour la Ville d'obtenir la possibilité de faire entrer dans ce projet le programme Sport-Culture-Études». Tous ces arguments expliquent que la Ville peut assumer, de manière plus sereine, le financement de ce projet.

Concernant la concurrence avec les écoles, je ne comprends pas comment on peut soupçonner le Conseil municipal, et donc moi-même, de vouloir mettre en danger l'assainissement ou la construction des écoles. Il est clair que l'on parle aussi des écoles dans ce projet. Il ne faut pas oublier que l'on est en manque d'infrastructures scolaires. On a toujours pallié à ce manque par la construction de bâtiments provisoires ou en utilisant de solutions provisoires très créatives, mais sans jamais résoudre le problème du manque de halles de sport. Le Service des sports a jonglé, durant deux semaines, pour trouver des solutions lors des inondations des halles de sport du Gymnase du bord du lac, afin de garantir les leçons de sport. Une autre limite évidente des salles de sport, c'est la préparation de la prochaine rentrée scolaire. Je pense que chaque parent souhaite être rassuré et savoir que son enfant ne se déplacera pas en Ville afin de pratiquer 45 minutes de sport. L'argument de faire du sport en forêt, bien que beau, n'est pas réaliste. Toutes les écoles ne sont pas en bordure de forêt. Aujourd'hui, pour les enseignants c'est un vrai défi de se déplacer avec des enfants. Ce risque pourrait être réduit en construisant ce projet. Je ne veux pas me lancer dans un débat idéologique mais on ne parle pas de sport élitaires. Le programme Sport-Culture-Études est-il élitaires? On peut estimer que tout un chacun qui ressort un peu

du groupe est élitare mais doit-on tous être normés? Il y a des enfants qui ont des aptitudes, certains physiques d'autres manuels, et cela se décline à l'infini. Est-ce que parce que nous ne voulons pas d'une élite sportive on doit empêcher le développement du programme Sport-Culture-Études? C'est un élément de motivation pour beaucoup d'enfants de notre Ville. Cette dynamique est importante et bonne pour tous. Je tiens à souligner que les enfants, qui suivent ce programme, sont des enfants issus d'un milieu très populaire. Pour eux, cette voie leur permet de sortir la tête de l'eau par rapport à d'autres enfants qui ont d'autres opportunités.

Ce complexe est un lieu mixte qui intègre toutes les facettes du sport. Il y en a pour tout le monde. La moitié de la capacité de ces halles sera consacrée au sport scolaire obligatoire. Sur les questions écologiques, je vais laisser ma collègue Lena Frank y répondre. Je tiens à préciser que la bonne volonté ne suffit pas. Je garde à l'esprit toutes ces questions écologiques, mais cela ne doit pas supposer que nous devons rester bloqués et ne plus rien développer. Sinon, cela va poser un problème. Il faut construire de manière intelligente, modérée et réfléchie. Ces halles sont une évidence pour notre Ville. Je vous remercie de suivre la proposition du Conseil municipal.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Frau Gonzalez hat soeben die Gründe dargelegt, die den Gemeinderat zur Präsentation des vorliegenden Entwurfs bewegt haben. Nicht nur die Bedürfnisse der Klubs fliessen in das Projekt ein, sondern auch diejenigen der Schulen. Der vorgelegte Entwurf ist in finanzieller Hinsicht vorteilhaft. Ein Ziel der Multisporthalle ist die Entlastung der Turnhallen in der Innenstadt. Bereits erwähnt wurde, dass die SchülerInnen des SKS künftig die Multisporthalle nutzen werden. Der Gemeinderat ist überzeugt, dass der Bedarf vorhanden ist und die Multisporthalle so wie geplant gebaut werden muss.

Selbstverständlich muss ökologisch gebaut werden. Der vorgesehene Holzbau ist diesbezüglich vorteilhaft. Bei der Verwendung von anderen Bauteilen wurde ebenfalls soweit als möglich darauf geachtet. Holz ist ein relativ leichtes Baumaterial und ermöglicht, vorgefertigte Elemente zu verbauen. Diese Bauweise ist effizient und schnell fertiggestellt. Das Holz kommt grösstenteils aus der Region. Ausserdem kann das Baumaterial Holz wiederverwendet werden und Schäden sind relativ einfach zu reparieren. Ich bin überzeugt, dass diese Lösung funktioniert. Der Bau erfüllt den Minergie P-Eco Standard, was für eine Turnhalle dieser Dimension nicht selbstverständlich ist.

Ich bitte Sie, dem vorliegenden Projekt zuzustimmen. es erfüllt die vorhandenen Bedürfnisse optimal. Aus drei Gründen, ist das Projekt gut für die Stadt Biel. Einerseits dient es den Sportklubs, andererseits den Schulen und drittens konnte zudem der Kanton mit an Bord geholt werden, womit die Notwendigkeit für Provisorien reduziert wird.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Madame Gurtner-Oesch désire préciser le contenu de son amendement.

Gurtner-Oesch Sandra, Fraktion GLP+: Ich erinnere daran, dass 2020 das Kostendach gesetzt wurde. Heute Abend wird es im Antrag der Fraktion GLP+ nur präzisiert. Die fundamentale Kritik am Projekt heute Abend, irritiert mich. Der einzige offene Kritikpunkt sind die Finanzen. In der Berechnung der Investitionskosten werden vorgezogene Mieteinnahmen mitberücksichtigt. Dieses Vorgehen ist nicht korrekt. Die Finanzdirektion hat dazu einen Fachbericht verfasst. Mir ist die Präzisierung, wie im Antrag der Fraktion GLP+ formuliert, sehr wichtig. Das vereinbarte Kostendach muss

eingehalten werden. Den Verpflichtungskredit 33 Jahre lang bis zur Abrechnung offen zu halten, geht nicht. Hier ist vor allem die GPK angesprochen.

Gonzalez Bassi Glenda, directrice de la formation, de la culture et du sport: Le rapport de la Direction des finances, que vous soulevez, n'existe pas. Il y a un rapport du Département des finances qui est technique et ne prend pas en compte l'aspect de fond de ce dossier. On s'est donc interrogé de comment faire pour garantir ce remboursement à la Ville et de ce fait garantir le plafond imparti. Vous avez raison que ce projet est créatif mais il est viable et permet de satisfaire tous les manques de toutes les parties concernées. Je rappelle que si ce projet n'est pas soutenu, il faudra que la Ville investisse, seule plus de 20 millions de fr., uniquement pour la construction de trois halles de sports. La Ville est donc la première gagnante de ce projet. Je pense que ce défi a été très bien relevé et ce projet est une vraie réussite. Je tiens à remercier toutes les équipes qui travaillent, depuis plusieurs années, sur ce projet.

Scheuss Urs, GPK: Vorhin wurde die GPK erwähnt, deren Mitglied ich bin. Das Kostendach wurde in der GPK diskutiert. Die Frage war, was von den Gesamtinvestitionen abgezogen werden kann, um das Kostendach nicht zu überschreiten. Können Mieteinnahmen über 33 Jahre, bereits abgezogen werden? Das Problem ist, dass Kostendächer genau definiert werden müssen. Wenn ich den Antrag der Fraktion GLP+ sehe, ist dieser ungenau formuliert. Dort steht, dass die Rechnung maximal CHF 18. Mio. betragen darf. Welche Rechnung? Die ganze Finanzierung erstreckt sich über mehrere Jahre. Was kann alles abgezogen werden? Kostendächer sind nicht rechtlich definiert, sondern eine politische Massnahme und grundsätzlich eine schlechte Idee. Beim Campus beispielsweise herrscht Stillstand, weil der Grosse Rat seinerzeit ein Kostendach beschlossen hat. Im vorliegenden Projekt bahnt sich das gleiche Problem an. Ich bitte darum die Antragstellenden, genau zu erklären, was das Kostendach ist und was von der Gesamtinvestition abgezogen werden kann.

Gurtner-Oesch Sandra, Fraktion GLP+: Ich wiederhole mich gerne, Herr Scheuss. Die GPK hat 2020 das Kostendach beantragt. Die Fixierung meint die Investition. Wir sprechen von einem Verpflichtungskredit. Sie wissen, wie Verpflichtungskredite verrechnet werden. Was wir an Drittmittel generieren, kann abgezogen werden. Der Nettobetrag für die Stadt ist das Kostendach. So wurde das besprochen.

Vote

- sur la proposition d'amendement du Groupe PVL+ de préciser les points 1 et 3 de l'arrêté concernant le plafond des coûts fixé.

La proposition est refusée.

Vote final

Vu le rapport du Conseil municipal du 11.05.2022, vu l'art. 40, al. 1, let. a, du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** par **48 OUI, 5 NON et 2 abstentions**:

- I. Il est recommandé aux ayants droit au vote biennois d'approuver le projet d'arrêté communal suivant:

Vu le message du Conseil de ville du 30 juin 2022, et sur la base de l'art. 11, al. 1, let. a, du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), la Commune municipale de Bienne arrête:

1. Le projet de construction «Complexe sportif aux Champs-de-Boujean» est approuvé et un crédit d'engagement total correspondant de 26 600 000 francs sous le n°43400.0004 est octroyé.
 2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement est d'ores et déjà approuvé.
 3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Le Conseil municipal est habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.
- III. Le Conseil de ville approuve le prélèvement d'un montant de 1 900 000 francs sur le financement spécial «Infrastructures publiques aux Champs-de-Boujean» (compte n°29300.4200).
- IV. Il approuve le prélèvement d'un montant de 15 600 000 francs sur le financement spécial «Financement d'infrastructures» (compte n° 29300.2400).

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Nous pouvons passer à la délibération sur le message du crédit engagement «Complexe sportif aux Champs-de-Boujean».

Bohnenblust Peter, FDP: Der Antrag der Fraktion FDP verlangt drei kleine Änderungen in der Botschaft:

1. Auf Seite 3 ist *der Satz «Somit kann die Stadt für den verbleibenden Investitionsbetrag auf die vorhandenen Rücklagen zurückgreifen» zu streichen.*
2. Im gleichen Abschnitt ist der Beginn der Arbeiten noch mit Ende 2022 angegeben. Dort sollte es heissen: **«Anfang 2023».**
3. Auf Seite 6 ist der folgende Satz neu zu formulieren: **«Am Ende der Abschreibungsdauer von 33 Jahren wird das durch den Stadtrat vorgegebene Kostendach von 18 Millionen Franken damit eingehalten.»**

Ich danke Ihnen für die Zustimmung.

Vote

- sur la proposition d'amendement des Groupes FDP et PRR concernant les pages 3 et 6 du message

La proposition est acceptée.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Nous pouvons également maintenant voter le message qui est le point II de l'arrêté. Il s'agit du message remanié qui tient compte des propositions d'amendements de Monsieur Bohnenblust et des corrections techniques qui ont dû être faites ainsi que les arguments contre le projet.

Vote

- II. Le projet de message du Conseil de ville aux ayants droit au vote est accepté avec des modifications.

88. Motivation de l'urgence de la motion interpartis 20220200, Scheuss Urs, Groupe Les Vert·e·s, Tanner Anna, Groupe PS/JS, «Mettre en œuvre dès maintenant la Commission biennoise de l'aide sociale»

Scheuss Urs, Grüne: Seit Anfang 2022 ist das Reglement über die Sozialhilfekommission (SGR 8.6-6) in Kraft. Allerdings wurde bis heute keine Kommission als neue Sozialbehörde der Stadt Biel eingesetzt. Wir haben eine rechtlich unklare Situation und dagegen muss dringend etwas unternommen werden. Aktuell gibt es eine Auseinandersetzung zwischen Stadtrat und Gemeinderat über die Zuständigkeiten. Die Motion schlägt eine Lösung vor. Der rechtlich korrekte Zustand muss so rasch als möglich hergestellt werden.

L'urgence est accordée

Interruption de la séance 19h55 - 20h55

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Étant donné qu'il reste plusieurs thèmes à traiter ce soir, je propose de réduire le temps de parole pour le reste de la séance.

89. 20220004 Rapport de gestion 2021 de l'Administration municipale biennoise

Tanner Anna, GPK: Zuerst einen grossen Dank an die VerfasserInnen des Berichts. Der Jahresbericht 2021 steht unter dem Motto Digitalisierung und Partizipation. Gegenwart und Zukunft sind in verschiedener Hinsicht von der Digitalisierung geprägt. Ein Datenschutzbeauftragter für die Legislatur 2021-2024 wurde gewählt, ein Nachkredit für die Durchführung eines IT-Audits wurde genehmigt und das Projekt E-Doc und die Anwendung d.3 sorgten für Diskussionen. In den Schulen wurden die kommenden Generationen mit Informatikinstrumenten ausgerüstet.

Die Kommission RSO hat 2021 viermal getagt. In einem ersten Schritt wurde ihre Rolle und das Vorgehen definiert. Eine weitere Kommission ist diejenige für die Ausgestaltung der Sozialbehörde. Nachdem der Stadtrat die Einführung der Sozialbehördenkommission beschlossen hat, konnte die vorberatende stadträtliche Kommission aufgelöst werden. Die interkommunale Kommission AGGLOlac hat 2021 das letzte Mal getagt.

Ein grosses Thema im Ratssekretariat war die Ressourcenfrage. Das Ratssekretariat hat zusätzlich die erwähnten Kommissionen betreut und musste darüber hinaus noch die Protokollierung der Stadtratssitzungen aufholen.

Die Partizipation gehört zu den Schwerpunkten der gemeinderätlichen Politik. 2020 und 2021 gab es viele Projekte für Spielplatzgestaltungen und die Quartierbevölkerung. In den Quartieren beispielsweise wurden Angebote für ältere BewohnerInnen lanciert und

es wurden verschiedene generationenübergreifende Projekte umgesetzt. Ein anderes Thema zur Partizipation stellt das angelaufene Projekt «Fokus Arbeit» dar. Dabei geht es darum, Menschen in ihrer Autonomie zu unterstützen, um Arbeit zu finden oder ihre Kompetenzen zu fördern. Zu erwähnen sind ausserdem verschiedene Projekte zur Förderung der Zweisprachigkeit.

Der Gemeinderat wünscht sich eine robuste Wirtschaft. Dafür soll eine aktive Bodenpolitik umgesetzt und attraktiver Wohnraum geschaffen werden. Die Sparmassnahmen zu «Substance 2030» werden demnächst kommuniziert.

Nach einer Strukturüberprüfung im Polizeiinspektorat wurde 2021 die Stelle des Leiters für Organisation und Durchführung öffentlicher Veranstaltungen besetzt.

Verschiedene Klimamassnahmen wie ökologische Sanierungen und die Entlastung der Quartiere vom motorisierten Individualverkehr (MIV) sind vorgesehen. Projekte zur Förderung der Biodiversität und dem Wertstoffkreislauf wie beispielsweise die Sammlung von Kunststoff an der Haustüre wurden 2021 eingeführt.

Ein GPK-Mitglied hat sich vertieft mit der Schulsozialarbeit auseinandergesetzt. Die Beratungen sind 2021 bei gleichbleibender Schülerzahl um 60% angestiegen. Es gab wahrscheinlich aufgrund der Covid-Pandemie erhöhten Beratungsbedarf. Ein grosser Dank geht an den Gemeinderat, die Mitarbeitenden der Verwaltung, das Ratssekretariat, die Kommissionsmitglieder und Ihnen allen für die geleistete Arbeit im 2021.

Ville et autorités

Bohnenblust Peter, Fraktion FDP: Die Fraktion FDP hat den Bericht diskutiert. Auf Seite 8 ist ausführlich beschrieben, dass das Ratssekretariat ohne funktionierendes Portal für den Stadtrat und mit der Anwendung d.3 nun den doppelten Aufwand hat. An dieser Stelle danke ich den Mitarbeiterinnen des Ratssekretariats. Die Schwerpunktpolitik des Gemeinderats ist ein wichtiger Punkt. Ein grosses Problem sind die Finanzen. Dazu findet sich aber nur unter Punkt 9 das folgende Ziel: *«Die Wirtschaft in Biel wird vielfältiger, robuster und erlaubt es, die finanzielle Entwicklung der Stadt abzusichern.»* Die aufgezählten Massnahmen dazu sind abstrakt und zu wenig konkret. Neben der Erwähnung den grossen, fehlen uns hier die kleinen Unternehmen, die ebenfalls zu unterstützen sind. Die kleinen Unternehmen tragen schliesslich viel zum Steuereinkommen der Stadt bei.

Pittet Natasha, PRR: J'ai des remarques générales à faire que je profite de faire au début du débat car je ne pense pas que l'on va s'étendre sur chaque direction. Je voulais d'abord remercier le Conseil municipal pour la rédaction de ce rapport très complet qui montre la complexité des tâches qui sont réalisés tant au sein de l'Administration qu'au Conseil municipal et au Parlement. Quand on en vient au rapport en lui-même, je sais qu'il n'est pas écologique ni économe d'avoir ce document sous forme papier mais je pense que ce rapport mérite la dépense et ce sacrifice. Je salue le bilinguisme que l'on retrouve dans ce rapport. Toutefois, je pense que bilinguisme implique de maîtriser sa propre langue. Je vais citer que deux problèmes grammaticaux en français: à la page 24, on peut lire *«ils n'ont pas encore donner (donné) lieu»* et à la page 26, *«l'emprunte (empreinte) carbone»*.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Den ausgesprochenen Dank gebe ich selbstverständlich gerne an die Mitarbeitenden weiter. Die Feststellungen von Herrn Bohnenblust nehme

ich zur Kenntnis. Etwas nicht aufzuführen, heisst nicht, dass nichts gemacht wird. Wir haben versucht, eine weniger lange Liste zu erstellen. Ihre Anmerkungen sind wichtig und inhaltlich besteht keine Differenz.

Pour Madame Pittet, la décision NHS 2015 approuvée par ce Parlement explique la non-impression de ce rapport.

Mairie

La parole n'est pas demandée.

Direction des finances

La parole n'est pas demandée.

Direction de l'action sociale et de la sécurité

La parole n'est pas demandée.

Direction de la formation, de la culture et du sport

La parole n'est pas demandée.

Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement

Vouillamoz Naomi, au nom du Groupe Les Vert·e·s: Notre groupe remercie la Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement pour son rapport de gestion 2021. Le rapport est bien détaillé. Un grand merci aux employés de la Ville pour leur précieux travail et à Madame Frank pour avoir répondu précisément à toutes nos questions.

Au risque de me répéter, il reste un écart conséquent entre les objectifs climatiques, environnementaux et énergétique de la Ville et les transformations qu'ils nécessitent, que ce soit en termes d'infrastructures mais aussi de transformation des comportements individuels et finalement les moyens qui sont mis ou peuvent être mis à disposition de la Ville pour parvenir à ces objectifs. Une chose est claire, la Ville de Bienne est loin de tenir ses objectifs climatiques. Le graphique à la page 112 du rapport en témoigne. Au rythme actuel, nous n'y serons pas avant les années 2070 et cela dans le meilleur des cas.

À la lecture du rapport, il semble que même des mesures de sensibilisation simples et peu coûteuses ne peuvent pas être réalisées faute de ressources humaines et de moyens financiers. Alors que la sensibilisation représente précisément le levier le plus simple et probablement le plus puissant aussi pour résoudre les problèmes à la source, par des changements de modes de vie. Nous persistons à réparer les dégâts et les conséquences de notre modèle de société en apportant uniquement des réponses technologiques souvent assez débilés, osons le dire, et toujours hyper coûteuses, en particulier en énergie grise. Combien de sécheresses, d'inondations, d'événements

météorologiques extrêmes faudra-t-il encore pour nous rendre capable de prendre, collectivement, des mesures à la hauteur des enjeux?

Bohnenblust Peter, FDP: Auf Seite 111 wird erwähnt, dass der Fachausschuss Klima fünf Empfehlungen verabschiedet hat. Diese Empfehlungen auch aufzuführen, wäre hilfreich. Ausserdem wird für das Stadtarchiv immer noch eine Lösung gesucht. Kann heute etwas dazu gesagt werden? Immerhin ist das Stadtarchiv unser Gewissen und bewahrt die Geschichte.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich danke Ihnen für die Anregung. Die Arbeit des Fachausschusses Klima wird zum ersten Mal im Geschäftsbericht erwähnt. Die Empfehlungen sind relativ ausführlich und müssen noch irgendwo Platz finden.

Der Standort für das Stadtarchiv ist in der Investitionsplanung vorgesehen. Wann das Geschäft dem Stadtrat vorgelegt wird, kann ich heute noch nicht sagen. Dies hängt mit der Kommunikation über die Massnahmen zum Sparpaket «Substance 2030» zusammen.

Le rapport de gestion 2021 de l'Administration municipale biennoise est adopté.

90. 20220112 Rapport d'activité de la CDG 2021

Tanner Anna, GPK: Die GPK hat aufgrund des Legislaturwechsels und wohl auch aufgrund der Covid-Situation 2021 weniger Geschäfte als üblich behandelt. Unter den insgesamt 59 Geschäften waren zwei Vorlagen für die Volksabstimmung. Dabei ging es einerseits um die Umsetzung der Reglements über die gesunde Ernährung (Reglement über die gesunde Ernährung in städtischen Betreuungsstrukturen; SGR 8.1-1) und andererseits um den Verpflichtungskredit «Erwerb des Grundstückes Biel-Grundbuchblatt Nr. 440».

Herr Bohnenblust hat vorhin bereits erwähnt, dass die Anwendung d.3 im Ratssekretariat viel Arbeitsaufwand kostet. d.3 sollte eigentlich ein Programm zur Dokumentverwaltung sein. Eine Analyse ergab jedoch, dass sich das Instrument nicht dazu eignet. Wir benötigen gut geregelte Prozesse zwischen Stadtrat, Gemeinderat und Verwaltung. Für das Ratssekretariat bedeutet das jetzt einen grossen Mehraufwand. Die GPK hat zwei Sonderprüfungen bei der externen Revisionsstelle in Auftrag gegeben. Eine Sonderprüfung fand im Beschaffungswesen statt. Als Folge daraus, wurde eine neue Stelle für den zentralen Einkauf geschaffen. Die zweite Sonderprüfung galt dem IKS (internes Kontrollsystem). Dem Stadtrat ist bekannt, dass sich die GPK seit Jahren immer wieder damit beschäftigt. Eine Steigerung der jährlichen Schwerpunktprüfung erachtet die GPK als sinnvoll, dafür wären aber mehr Ressourcen in der städtischen Finanzkontrolle notwendig. Bei den Verpflichtungskrediten bemängelt die GPK nicht zum ersten Mal, dass geltende Bestimmungen zu Submissionsverfahren nicht eingehalten werden, die Dokumentationen teilweise lückenhaft sind und immer wieder Verpflichtungskredite zu spät abgerechnet werden.

Der ehemaligen Präsidentin der GPK, Frau Pittet, spreche ich meinen grossen Dank für ihre umfangreiche Arbeit, den grossen Einsatz, die straffe Sitzungsleitung und die fundierten Dossierkenntnisse aus. (*Applaudissements*)

Rüber Stefan, Grüne: Besten Dank der GPK für ihre sehr gute Arbeit, von der wir alle profitieren. Die Volksabstimmung zum Reglement über die gesunde Ernährung wurde am 26. September 2021 durchgeführt und nicht, wie im vorliegenden Bericht auf Seite 3 fälschlicherweise vermerkt, im Februar 2022.

Le Conseil de ville prend connaissance du rapport d'activité 2021 de la Commission de gestion.

91. 20220150 Transports publics biennois (Tpb) / Rapport de gestion et compte annuel 2021

Bord Pascal, président du Conseil de ville: La Commission de gestion renonce à prendre la parole.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich schätze die speditive Arbeitsweise des Stadtrats heute Abend. Trotzdem muss ich noch darauf hinweisen, dass die beiden Pandemiejahre für den öffentlichen Verkehr (ÖV) sehr schwierig waren. Die Verkehrsbetriebe (VB) haben keine Reserven mehr. Die vorhandenen Rücklagen wurden für die Ausfälle während der Pandemie verwendet. Entsprechend konnte aus dem Abgeltungstopf für den öffentlichen Ortsverkehr kein Geld bezogen werden. Die Innovationskraft der VB wird dadurch in den kommenden Jahren abgebremst. Insbesondere für die Dekarbonisierung der Fahrzeugflotte müssen andere Finanzierungskanäle bei Bund und Kanton gefunden werden. Dies sage ich vor allem denjenigen unter Ihnen, welche Kontakte zum Grossen Rat haben.

Im nächsten Agglomerationsprogramm sind Elektrifizierungsmöglichkeiten für den ÖV vorgesehen. Die beiden wunderschönen Bieler Elektrobusse verfügen über eine Ladestation an der Schule Linde. Diese funktioniert sehr gut, ist aber nicht flexibel. Bei einer Änderung der Linienführung muss der Lademast ebenfalls versetzt werden. Zudem will niemand die Ladesäule vor der eigenen Haustür haben. Im Moment prüfen wir deshalb verschiedene Varianten im Fahrleitungsnetz. Vor allem die lange Linie 2 vom Orpundplatz über Bözingenfeld bis Brugg, die mit Diesalgelenkbussen gefahren wird, in der Innenstadt aber weitgehend unter den Fahrleitungen zirkuliert, wird näher geprüft. Die Verlängerung der Fahrleitungen um einen Kilometer würde ungefähr CHF 1 Mio. kosten. Damit könnte diese Linie während der ganzen Fahrt geladen werden. Wahrscheinlich ist diese Lösung angesichts der bereits bestehenden Fahrleitung günstiger und nachhaltiger. Komplizierter ist es auf den Linien mit kleineren Bussen. Insbesondere die Linie hinauf zum Beaumont benötigt aufgrund der Steigung dort wohl ein Hybridfahrzeug. Erwähnenswert ist ausserdem, dass Frau Christine Maier seit 1. Januar 2021 die neue Direktorin der VB ist und einen ausgezeichneten Job macht. Mit der nun gut zusammengesetzten Geschäftsleitung bereiten die VB im Moment Freude.

Le Conseil de ville prend connaissance du rapport de gestion et du compte annuel 2021 (rapport des réviseurs inclus) des Transports publics biennois (Tpb).

92. 20220129 Contrôle des prestations 2021 de la société CTS S.A.

Scheuss Urs, GPK: Die CTS SA betreibt wichtige Einrichtungen in Biel, wie das Kongresshaus, das Volkshaus, das Strandbad und die Tissot-Arena im Rahmen eines Leistungs- und Pachtvertrags mit der Stadt. Die CTS ist eine Aktiengesellschaft und zu 100% im Eigentum der Stadt Biel. Die GPK dankt der Belegschaft für die geleistete Arbeit 2021, die erneut von der Pandemie geprägt war. Die CTS ist unter anderem durch Pachtzinserlasse finanziell nicht in einer so kritischen Situation. Sollte sich die Lage verbessern, wird sie hoffentlich wieder im Vollbetrieb arbeiten können. Die GPK nimmt den Bericht zur Kenntnis. Uns ist aufgefallen, dass dieser ein sehr positives Bild wiedergibt. Medienberichte über die Unzufriedenheit sowohl der Kunden als auch seitens der Belegschaft geben ein anderes Bild ab. Aktuell ist die Stelle der Geschäftsleitung vakant. Dazu steht nichts im Bericht. Die GPK würde interessieren, was der Gemeinderat dazu sagt.

Bohnenblust Peter, FDP: Ich zitiere aus Punkt 4 des Berichts: *«Die Unternehmung ist fachlich, personell und finanziell gut aufgestellt. Dank der Vereinbarung über die Defizitdeckung mit der Stadt Biel und der in den letzten Jahren erarbeiteten Reserven kann das Fundament der CTS trotz der vergangenen Krise als robust und der Betrieb für das 2022 als sichergestellt bezeichnet werden.»* Das Personelle wurde vom GPK-Sprecher bereits angesprochen. Mich beschäftigt vor allem die finanzielle Verfassung. Ist die Situation wirklich so solide wie dargestellt? Wenn ich die Bilanz richtig gelesen habe, sind die Reserven aufgebraucht. Ich rege an, im Bericht zu erwähnen, wie hoch die Defizitdeckung ist. Ich gehe davon aus, dass die Defizitdeckung voll ausgeschöpft wurde. Warum wird dies im Zahlenteil des Berichts nicht ausgewiesen? Die Energiekosten stiegen um CHF 500'000 auf CHF 1,6 Mio. an. Wieso stiegen sie in diesem Ausmass an? Wie ist der Stand im Mehrwertsteuerverfahren und im Mängelrügeverfahren bei der Tissot-Arena? Für die Finanzen von Stadt und CTS sind die Ergebnisse dieser Angelegenheiten wesentlich.

Briechle Dennis, Fraktion GLP+: Auch der Fraktion GLP+ sind die von den beiden Vorrednern bereits erwähnten Punkte aufgefallen. Per Zufall wurde genau heute in den Medien die neue Geschäftsleiterin der CTS vorgestellt. Wir sind etwas erstaunt, dass die Schwierigkeiten, welche die CTS mit ihren Kunden hatte, oder umgekehrt die Kunden mit der CTS, im Bericht nicht erwähnt werden.

Die CTS nimmt in unserer Stadt wichtige Funktionen wahr. Sie stellt Infrastrukturen bereit, die für eine Stadt unserer Grösse einmalig sind und oft monopolartigen Charakter haben. Entsprechend sind die Nutzenden auf die CTS angewiesen; wir haben also eine quasi symbiotische Beziehung. Nun, symbiotisch heisst leider nicht harmonisch. Es muss uns schon zu denken geben, wenn eine grosse Anzahl langjähriger Partner sich zur Intervention gezwungen fühlt. Finanziell ist die CTS sicherlich in einer undankbaren Situation, denn die Pandemie trifft ihre Dienstleistungen umfassend. Gleichzeitig einen nicht noch grösseren Defizitbeitrag von der öffentlichen Hand zu beziehen, ist unter diesen Umständen äusserst

herausfordernd. Ebenfalls erstaunt waren wir denn auch, dass der Gemeinderat die finanzielle Situation als «gut aufgestellt» bezeichnet. Die Eigenkapitalbasis ist äusserst dünn.

Trotz oder gerade wegen dieser Herausforderungen kann es nicht sein, dass die CTS ihre langjährigen Kunden vor den Kopf stösst. Wir hoffen und wünschen sehr, dass die neue Geschäftsleiterin ein glücklicheres Händchen hat als ihre Vorgängerin.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Die CTS SA ist in Geschäftsfeldern aktiv, in denen sich die Pandemieeinschränkungen besonders stark und lang auswirkten und die Schutzkonzepte sich darüber hinaus noch ständig änderten. Die Herausforderung war riesig. Den Betrieb der Anlagen unter Einhaltung der verschiedenen Schutzkonzepte, meisterte die ehemalige Direktorin sehr gut. Keine der finanziellen Einbussen der CTS sind auf Probleme mit Kunden zurückzuführen, sondern gehen auf die Pandemie zurück.

Wie ist die CTS risikomässig aufgestellt? Durch die Leistungsvereinbarung mit der Stadt Biel mit einer entsprechenden Defizitdeckung sind nicht Millionenbeträge an Eigenkapital notwendig. Die Frage, wie solide eine Firma ist, hängt mit ihrem Geschäftsmodell zusammen und woher Geld fliesst. Vor diesem Hintergrund ist die CTS solide aufgestellt.

Zu den beiden Themen Mehrwertsteuer und Mängel gibt es keine neuen Informationen. Das Mehrwertsteuerverfahren ist hängig. Ich frage mich schon, ob sich der Bund ein derart langwieriges Verfahren bei einer privaten Firma leisten könnte. Bei den Mängeln läuft ein sogenanntes Schiedsverfahren. Dieser Prozess ist sehr langwierig und inhaltlich gibt es bis jetzt keine neuen Erkenntnisse.

Herr Bohnenblust, ich komme zu Ihrer Frage über den Energiekostenanstieg. Ich habe nur eine Differenz von CHF 400'000 gefunden. Rund CHF 100'000 haben damit zu tun, dass die Pandemieeinschränkungen 2021 nicht so gross waren wie 2020. Durch die totale Schliessung damals, wurde weniger Energie verbraucht. CHF 300'000 haben primär damit zu tun, dass für die Tissot-Arena die Stockwerkeigentümergeinschaft gegründet wurde. Die Stadt Biel ist Eigentümerin der Energieerzeugungsanlage für den ganzen Komplex der Tissot-Arena und verrechnet den Energieverbrauch weiter.

Zur Frage über die unzufriedenen Kunden mit den gigantischen Problemen, halte ich Folgendes fest. Klar ist, wo Rauch ist, ist auch Feuer. Medienartikel, auch wenn sie im Bieler Tagblatt stehen, sind aber nicht immer hundertprozentig korrekt. Die von Herrn Briechle erwähnten langjährigen Kunden sind Organisationen, die hervorragende Infrastrukturen zu attraktiven Konditionen benutzen können und manchmal wohl denken, diese würden ihnen gehören. Wenn die Direktorin eingreift, weil ohne zu fragen durch eine Betonwand und Brandschutzmauer eine Kernbohrung gemacht wird, haben Sie schon ein Problem. Kritik an der CTS für deren Durchsetzung der Interessen der Stadt Biel ist nicht angebracht. Andere Kunden der CTS sind mit attraktiven Leistungsverträgen der Stadt Biel ausgerüstet und kaufen die weiteren Dienstleistungen zu marktüblichen Konditionen ein. Den Preis verhandeln zu wollen, ist nicht sauber. Es mag sein, dass die CTS in Einzelfällen nicht fristgerecht geantwortet hat. Auf Nachfrage wurden jedoch kaum konkrete Beispiele geliefert, was stossend ist. Die Kundenbeziehungen waren keineswegs in einem Ausmass belastet, welches den wirtschaftlichen Erfolg oder die erneute Nutzung in Frage gestellt hätte. Die frühere Direktorin hat die Pandemievorschriften gut und gewissenhaft umgesetzt. Konflikte mit Mitarbeitenden können jederzeit und überall vorkommen.

Herr Briechle, Sie haben die Neigung, alles zu karikieren und unterschwellig negativ darzustellen. Das stört mich ein wenig. Es ist kein Zufall, dass die neue Direktorin jetzt vorgestellt wird. Wir haben alles darangesetzt, die Vakanz möglichst schnell zu besetzen und sind froh, eine kompetente Person gefunden zu haben. Die CTS lässt sich als Firma im städtischen Eigentum leichter kritisieren als ein Privatunternehmen. Sie mag nicht immer alles richtig machen aber unter den gegebenen Umständen hat sie eine gute Leistung erbracht.

Herr Bohnenblust, wir haben für die Defizitdeckung einfach eine andere Darstellungsform gewählt als von Ihnen gewünscht.

Bohnenblust Peter, FDP: Es gibt auch zufriedene Kunden der CTS. Für die Organisation des Schachfestivals beispielsweise hat alles geklappt. Unbestritten ist, dass es zu Problemen gekommen ist, diese wurden jedoch erkannt. Geben wir der CTS doch eine Chance; es hat dort gute Leute.

Le Conseil de ville prend connaissance du rapport sur le contrôle des prestations 2021 de la société CTS – Congrès, Tourisme et Sport S.A.

93. 20220146 Contrôle des prestations 2021 de la société Parking Bienne S.A.

Sprenger Titus, GPK: Die GPK nimmt mit Genugtuung zur Kenntnis, dass seit Juli 2021 ein Software-Update erfolgte. Dieses erlaubt in Zukunft eine bessere Auswertung der Belegungsquote. Damit erfüllt der Gemeinderat eine bereits mehrmals im Stadtrat geäußerte Forderung. Die Auswertungen im Bericht zeigen eine höhere Auslastung an den Samstagen und eine massiv tiefere Auslastung an den Sonntagen. Wir fragten den Gemeinderat, ob die Daten allenfalls für das Mobilitätsmonitoring und die Mobilitätsplanung hilfreich sein könnten. Im Sinne einer unterstützenden Funktion für die Mobilitätsplanung hat der Gemeinderat diese Frage bejaht. Die GPK nimmt Kenntnis vom Bericht und dankt dem Gemeinderat für die Erarbeitung sowie die Beantwortung der Fragen. Wir sind gespannt auf den kommenden Bericht mit Auswertungen über ein gesamtes Betriebsjahr.

Le Conseil de ville prend connaissance du rapport concernant l'exécution des tâches confiées à la société Parking Bienne S.A. conformément au Règlement concernant la société Parking Bienne S.A.

94. 20220148 Rapport d'activité 2021 / Energie Service Biel/Bienne (ESB)

Suter Daniel, au nom de la Commission de gestion: Par son mandat réglementaire de je cite: *«Assurer un approvisionnement adapté, économique et écologique de la population et des entreprises biennoises en eau et en énergie de réseau»*, l'entreprise ESB est d'une importance existentielle pour nous tous. Rien ne va sans elle, tout s'arrête si elle flanche. Dans l'actuelle période de crise énergétique globale elle se trouve dans l'œil du cyclone. La sécurité de l'approvisionnement est en cause. Quoi qu'elle fasse, elle ne sera manifestement pas en mesure de nous épargner de cette crise qui frappe l'Europe et la Suisse. Les journaux d'aujourd'hui en font état de

manière impressionnante, mais à observer l'évolution de cette entreprise, elle semble être bien placée pour sauvegarder au mieux les intérêts de notre Ville et de notre région, dans ce contexte, notamment par son objectif stratégique de production locale de l'électricité, qui lui permet aujourd'hui de produire la moitié de cette énergie fournie dans l'approvisionnement de base, dans ses propres centrales: du courant de production 100% renouvelable hydraulique à Hagneck (une centrale exemplaire en termes de respect du milieu aquatique et du paysage), mais aussi solaire, par l'installation photovoltaïque de la Tissot Arena. Entre-temps, le prix de revient de ces usines est devenu concurrentiel. À noter que depuis quatre ans, la consommation d'électricité par compteur a baissé de plus de 100kWh, pour se situer actuellement à environ 3000 kWh.

La stratégie prévoyante d'ESB se montre encore dans le secteur élémentaire au sens propre que constitue l'approvisionnement des villes de Bienne et de Nidau par l'eau potable, soit d'une population d'environ 70'000 personnes, provenant à 98,3% du lac. ESB a entamé, au printemps 2021, le renouvellement de la station de conditionnement d'Ipsach afin de pérenniser ce service pour les prochaines 50 années, au moins. L'investissement aura son coût, qui n'est d'ailleurs cité nulle part dans les rapports soumis, mais estimé à plus de 50 millions de fr. Le moment venu, ce coût aura forcément son influence sur les taxes d'utilisation.

Toujours une énergie fossile, mais avec un bilan de CO₂ relativement intéressant comparé à d'autres sources d'énergie de même nature, le gaz naturel est définitivement entré dans une zone de fortes turbulences depuis le 24 février passé et cela va durer. Nous ne nous en passerons pas tout de suite, mais la tendance à trouver des alternatives s'est nettement renforcée. Dans ce contexte le fait que le gaz d'ESB, qui est actuellement déjà composé de 20% de biogaz certifié, ouvre une perspective intéressante. L'Association Suisse de l'Industrie Gazière en fait de son côté un objectif d'avenir tout comme l'hydrogène. La construction de propres installations de biogaz d'ESB permettra d'influencer le prix du gaz. Il s'agit d'un choix intéressant, non seulement pour l'environnement, mais également pour la stabilité de l'approvisionnement et notre indépendance. Dans ce contexte s'inscrit l'objectif d'ESB de renforcer les réseaux thermiques, en alternative aux autres systèmes de chauffage et permet ainsi un passage rapide des énergies fossiles aux énergies renouvelables.

À cet égard, l'effort d'ESB, en symbiose avec le Plan directeur intercommunal de l'énergie de l'agglomération biennoise, de démontrer quartier par quartier les ressources optimales d'énergies de ce type est exemplaire. Le réseau thermique du lac de Bienne entre en fonction encore cette année, le quartier de la Champagne est en partie déjà chauffé avec une chaleur extraite des eaux souterraines. Ces investissements suivent nécessairement une logique économique, mais «l'objectif zéro émission nette 2050» reste contraignant. Il se rapproche d'autant plus que le prix global de l'énergie monte.

Le même élan vers l'avenir se montre par ailleurs dans l'engagement d'ESB pour l'électromobilité, non seulement par l'installation et l'exploitation de plus en plus de bornes de recharge, mais également en participant à leur développement technique ainsi que dans le développement du réseau fibre optique pour un transfert rapide et sûr de données. En s'engageant en même temps par différents programmes promotionnels pour l'efficacité énergétique et la création d'installations photovoltaïques de privés, ESB encourage en quelque sorte ses clients de consommer le moins possible de ses propres produits, ce qui n'est paradoxal qu'en apparence.

Pour le détail des résultats financiers, je vous renvoie au résumé du Conseil municipal. En réalisant un bénéfice annuel consolidé de 13,8 millions de fr. contre 8,8 millions de fr. en 2020, l'exercice ESB 2021 a été particulièrement réussi au plan économique. Les investissements bruts de 41 millions de fr., presque autant que la Ville de Bienne, retrouvent le niveau d'avant Covid et reflètent le dynamisme évoqué ci-devant de l'entreprise ESB. Vous y trouverez également les détails des revenus générés pour la Ville de Bienne, soit 15,1. millions de fr. de taxes diverses et participations réglementaires de la Ville au bénéfice, auxquels s'ajoutent environ 600'000 fr. de nouvelles taxes, selon le Règlement sur la protection du climat. Un pactole bon à prendre mais qui a ses limites dans l'intérêt même de l'entreprise, mais qui a aussi son revers de la médaille, que vous retrouvez à la page 58 du Rapport de gestion, où vous découvrez la Ville de Bienne dans le peloton de tête des communes chères en taxes pour l'électricité et l'eau. Même chose pour le gaz, à découvrir dans ce cas sur le site de la surveillance des prix. Manifestement, à Bienne, la limite supérieure de ces tarifs, dans une tendance globale à l'augmentation, est atteinte. L'eau et l'énergie sont des biens précieux qu'il y a lieu de consommer avec soin et parcimonie.

Enfin et pour clore, la Commission de gestion aimerait féliciter et remercier la direction et le personnel de l'entreprise ESB pour le travail accompli tout au long de l'année passée. Ce travail permet de jeter les bases de notre cadre de vie, à moyen et long terme, en nous conduisant pas à pas vers l'objectif de l'indépendance énergétique.

Vouillamoz Naomi, au nom du Groupe Les Vert·e·s: Je remercie tout d'abord Monsieur Suter pour son super résumé. Je ne suis pas habitué à cela et c'était top! Notre groupe a pris connaissance du rapport 2021 d'ESB et remercie le Conseil municipal ainsi que l'entreprise pour leur travail. J'aimerais courtement parler d'un des grands axes stratégiques d'ESB, à savoir le déploiement des réseaux de chauffages à distance. Les réseaux de chauffage à distance permettent de décarboner le secteur du chauffage dans les villes. C'est un fait démontré par les villes pionnières en la matière. ESB suit donc la bonne stratégie en affichant sa volonté de fournir, à l'avenir, la plus grande partie de la chaleur à Bienne par des réseaux de chauffage à distance. ESB prévoit en ce moment de déployer 22 réseaux basés sur des ressources renouvelables, comme la récupération de chaleur industrielle, le lac, le bois des forêts environnantes et la nappe phréatique. J'aimerais cependant, mettre en avant quelques aspects auxquels il faudrait être attentif dans la planification.

Le bois est à la mode, c'est bien, surtout s'il est Suisse. Il ne faut pas oublier que le bois est considéré comme une ressource renouvelable ou neutre en carbone uniquement parce qu'il repousse à l'échelle d'une vie humaine. Brûler du bois, c'est remettre dans l'atmosphère le CO₂ qui était stocké dans nos forêts. Or, aujourd'hui l'état de nos forêts se dégrade. La vitesse de croissance des arbres s'est ralentie à cause des sécheresses successives et du développement des bio-agresseurs. Pour ces mêmes raisons, la mortalité des arbres augmente. En réalité, l'explosion de la demande du bois, que ça soit pour le chauffage ou la construction de multiplex sportifs, met notre ressource forestière sous pression, alors que notre stratégie climatique compte sur la capacité de nos forêts à stocker nos émissions de carbone de manière efficace. Juste un petit rappel, lorsque nos ancêtres ont découvert le charbon, ils se sont dit «hourra», nous allons pouvoir sauver nos forêts. Or, nous n'avons jamais autant consommé de forêt qu'aujourd'hui et notre plan c'est de faire exploser la demande. En Suisse, nous importons chaque année l'équivalent de deux tiers de notre surface en forêt.

En ce qui concerne les eaux souterraines, la nappe phréatique biennoise semble certes prometteuse, mais ne présentera pas nécessairement un potentiel d'utilisation industriel partout. Le potentiel peut être là, mais il peut aussi faire défaut et il se peut, qu'à l'avenir, nous ayons besoin de la nappe pour d'autres usages, par exemple en période de stress hydrique.

Pour ces raisons, je pense qu'il est important de prévoir, aujourd'hui déjà, des mesures de contingence. Premièrement, la géothermie de moyenne et grande profondeur. Je me permettrai de revenir, le cas échéant, avec des interventions consolidées à ce sujet. Deuxièmement, la plus importante, la sobriété. Je crois qu'il est temps de revoir notre notion du confort et regarder la réalité en face: des logements plus petits et des pulls et grosses chaussettes en hiver. Arrêtons de croire qu'il est possible de concilier notre manière de vivre actuelle avec les objectifs environnementaux et climatiques.

Moeschler Marie, au nom du Groupe PSR: Notre groupe a pris connaissance des rapports d'activité et de gestion d'ESB et remercie le Conseil municipal, l'Administration et ESB pour le travail présenté. Il est plaisant de lire, que l'entreprise qui nous fournit en énergie est prospère. En effet, dans le rapport on peut lire qu'ESB a terminé l'année 2021 sur un excellent résultat. Ses installations n'ont connu aucune panne et les projets menés vont bon train. Nous nous réjouissons de la transition écologique qu'ESB mène à travers ses différents projets, qui sont très intéressants à suivre. Nous accueillons avec satisfaction le fait qu'ESB prévoit d'engager plus de personnel dans les années à venir, notamment en raison des projets de mise en oeuvre de la stratégie climatique et de décarbonisation. Dès lors, nous relevons par la même occasion, que l'argument relevé, que nous devons choyer l'industrie pour préserver les places de travail et nourrir les familles, est bien fondé sur la peur et non avéré.

Il nous est particulièrement difficile de lire que les dividendes versés à la Ville cette année sont réduits d'un million alors qu'ESB termine avec un bénéfice de 5 millions de fr. supplémentaires par rapport à l'année précédente. Hier, notre Maire a rappelé que la situation financière de la Ville n'était pas joyeuse mais pourquoi notre Conseil municipal a-t-il pris la décision de prélever un dividende de substance de 2 millions de fr. au lieu de 3. Il nous est d'autant plus insupportables d'envisager une réduction des dépenses qui ne font que s'ajouter à ce qui a été dit hier lors des débats sur les comptes. Nous parlions justement des cadeaux fiscaux faits aux entreprises et des dommages collatéraux énormes que cela produit. Nous attendons beaucoup plus de notre entreprise ESB et de nos conseillers municipaux, qui siègent au Conseil d'administration, là où tout se joue. Bienne ne peut pas fonctionner sans ESB mais ESB a besoin de Bienne pour exister. Nous souhaiterions une plus juste répartition des bénéfices accumulés essentiellement grâce aux contribuables biennois et biennoises.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Der ESB spielt in der Energiepolitik und vor allem in der Dekarbonisierung eine zentrale Rolle in der Stadt Biel. Trotz dem guten Resultat warne ich davor, zu viel herausholen zu wollen. Die Leistungsvereinbarung definiert, welchen Anteil seines Gewinns der ESB an die Stadtkasse abliefern muss. Bereits 2021 liefen einige der zahlreichen Investitionsprojekte an. In den nächsten Jahren ist geplant, die Fernwärme weiter auszubauen und in diesem Bereich rund CHF 100 Mio. zu investieren. Wichtig ist, dass der ESB dafür stabil aufgestellt ist und auf dessen Mittel zurückgegriffen werden kann. Der GPK-Sprecher hat bereits erwähnt, dass 2021 wichtige Projekte gestartet wurden wie beispielsweise der Bau des Seewasserwerks oder der Energieverbund Bielersee. Wieviel der ESB abliefern muss, ist klar geregelt. Nicht vergessen werden darf, dass in

den vergangenen Jahren Zusatzdividenden abgegeben wurden. Es darf nicht versucht werden, die Stadtfinanzen mit Beiträgen des ESB zu sanieren. Der ESB ist ein eigenständiges Unternehmen und muss Investitionen tätigen. Um die Energiewende in Übereinstimmung mit der städtischen Energiepolitik vorantreiben zu können, muss der ESB auf soliden Beinen stehen. Ich danke den Mitarbeitenden des ESB für die geleistete Arbeit. Die Pandemie war auch für sie nicht ganz einfach.

Le Conseil de ville prend connaissance du rapport de gestion et du rapport financier 2021 d'Energie Service Biel/Bienne (ESB). Par la même occasion il prend connaissance du rapport d'activités 2021 d'ESB qui rend compte de la mise en œuvre de la stratégie de propriétaire d'ESB.

95. Postulat urgent 20220101 Oberle Fabio, JS, Schlup Nina, JS, «Allocation de chauffage pour les ménages à bas revenus»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat et de le radier du rôle.

Oberle Fabio, JUSO: Gemäss dem Bundesamt für Statistik gibt eine Familie mit einem Bruttoeinkommen von CHF 4'500 im Durchschnitt 8% ihres Einkommens für Heizung und Warmwasser aus. Stand heute haben sich die Gas- und Erdölpreise teilweise verdoppelt und werden noch weiter ansteigen. Dazu kommen weitere starke Preisanstiege und die allgemeine Inflation. Sie können sich also alle vorstellen, wie einschneidend die Preisentwicklung für Haushalte mit tiefem Einkommen ist.

Umso enttäuschender ist die Antwort des Gemeinderats. Mit fadenscheinigen Gründen argumentiert er auf die Forderung des Postulats. Er schreibt, dass das geringe Einkommen als Bemessungskriterium nicht sinnvoll ist, da beispielsweise Haushalte mit Wärmepumpen und Fernwärme nicht betroffen sind. Im Postulat steht nicht, dass ein geringes Einkommen das einzige Kriterium sein soll. Es sollen jene Menschen unterstützt werden, die unter den momentan hohen Preisen leiden. Also vor allem Menschen mit einer Gas- oder Ölheizung. Anhand der Heizungsart und beispielsweise den Angaben in der Steuererklärung ein Kriterium aufzustellen, ist machbar.

Im Weiteren begründet der Gemeinderat seine Ablehnung damit, dass es klimapolitisch kontraproduktiv sei, fossile Heizsysteme zu unterstützen. Damit beweist die Direktion Bau, Energie und Umwelt (BEU), dass sie nicht versteht, wie sozialverträgliche und damit mehrheitsfähige Klimapolitik funktioniert. Menschen mit geringem Einkommen leben meistens in Mietwohnungen mit fossiler Heizung und schlechter Isolation. Fossiles Heizen hat keine Zukunft. Ein Umstieg auf erneuerbare Heizsysteme, ohne dass es zu Mietzinsanstieg und Verdrängung kommt, ist machbar. Es kann nicht sein, dass jene, die keine andere Wahl haben, als in fossil beheizten aber bezahlbaren Wohnungen zu leben, den Preis bezahlen müssen. Wenn der ökologische Umstieg eine Frage des Einkommens ist, wird die Klimapolitik sabotiert. Die Klimakrise ist auch eine soziale Krise, nicht nur global, sondern auch national.

Das Postulat wurde bewusst nicht allzu konkret formuliert, um dem Gemeinderat Freiheiten bei der Umsetzung zu lassen. Uns ist auch bewusst, dass das Problem

besser auf kantonaler oder nationaler Ebene gelöst wird. Wie bereits gesagt, gäbe es Wege, um dem Problem auf kommunaler Ebene entgegenzuwirken und diese sind bitter nötig. Die Situation ist viel zu ernst für politisches Duckmäusertum. Wenn Bund und Kanton nicht handeln wollen, ist es unsere traurige Pflicht, etwas zu tun. Mit der Anpassung der Verrechnungssteuer beschliesst der Bund lieber CHF 500 Mio. Steuererleichterung für die Reichsten, als die wirklich Hilfsbedürftigen zu unterstützen. Der gewissenlose Regierungsrat Schnegg wurde kürzlich gerichtlich dazu verdonnert, vorläufig aufgenommenen Flüchtlingen anständige Sozialhilfe zu bezahlen.

Wir nehmen zur Kenntnis, dass der Gemeinderat momentan nicht handeln will. Wie sich die Energiepreise entwickeln, lässt sich nicht vorhersagen. Ein weiterer starker Anstieg ist wahrscheinlich. Zu einem späteren Zeitpunkt nochmals über das vorliegende Postulat zu diskutieren und allenfalls Massnahmen zu ergreifen, bleibt deshalb wichtig. **Wir beantragen, das Postulat nicht abzuschreiben.**

Scheuss Urs, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne hat das vorliegende Postulat eingehend diskutiert. Die Federführung für die Beantwortung liegt bei der BEU. Aus energiepolitischer Sicht sind die Argumente durchaus nachvollziehbar. Allerdings geht es im Anliegen nicht um eine energie-, sondern um eine sozialpolitische Frage. Ausführungen dazu fehlen uns. Es geht um sogenannte, von Energiearmut betroffene Haushalte. Mein Vorredner hat bereits erklärt, dass es sich dabei um Haushalte mit einem tiefen Einkommen und einem hohen Anteil an Energiekosten handelt. Dieses Problem war bis jetzt in der Schweiz, im Gegensatz zur EU, nicht geläufig. Konkret interessieren uns die Antworten zu folgenden Fragen:

- Wieviele Haushalte sind in Biel von Energiearmut betroffen?
- Wieviel würde ein Heizkostenzuschuss die Stadt Biel kosten?
- Welche Möglichkeiten mit den bestehenden sozialpolitischen Instrumenten, beispielsweise Sozialhilfe, Ergänzungsleistungen oder die Verbilligung der Krankenkassenprämien gibt es?
- Wie könnte eine Lösung aussehen, damit die Stadt Biel die betroffenen Haushalte finanziell unterstützt?

In der der Antwort des Gemeinderats ist lediglich erwähnt, dass die Schaffung eines städtischen Heizkostenzuschusses aufwändig wäre und die Stadt viel kosten würde. Für die Beantwortung einer Interpellation reicht diese Erklärung vielleicht aus, für den Prüfbericht eines Postulats aber sicher nicht. Wir erwarten, dass mindestens der tatsächliche Handlungsbedarf, mögliche andere Lösungen und die verschiedenen Optionen aufgezeigt werden. Wer weiss, vielleicht findet sich sogar eine praktikable und finanzierbare Lösung zur Umsetzung. Ich richte diese Fragen an den zuständigen Gemeinderat der Direktion Soziales und Sicherheit (DSS).

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Das Postulat hat zwei Seiten. Der Gemeinderat hat das Anliegen aus klimapolitischer Sicht betrachtet. Er ist klar der Auffassung, dass nicht isoliert in der Stadt Biel etwas gegen die Problematik unternommen werden soll. Der Gemeinderat nimmt jedoch das Problem wahr und verschliesst keineswegs die Augen davor. Zur Verfügung stehende Gelder sollen nicht in einen Fonds gesteckt werden, um die Leute zu entlasten, sondern in konkrete Projekte für den Ausstieg aus fossilen Energieträgern. Zu den Fragen von Herrn Scheuss wird der Direktor DSS Stellung nehmen.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Das Problem des Vorstosses ist die Frage der Definition. Wie definieren Sie Armut? Nehmen Sie dazu das

betriebsrechtliche Existenzminimum, die Armutsgrenze gemäss dem Bundesamt für Statistik, die Berechnungsgrundlage für Sozialhilfe oder Ergänzungsleistungen oder ist eine andere Berechnungsgrösse massgebend?

Im Postulat haben Sie den Begriff einkommensschwach verwendet, dies wäre nochmals eine andere Berechnungsgrundlage. Lassen Sie uns als Beispiel das betriebsrechtliche Existenzminimum als Grundlage nehmen. Über die Angaben, wieviele Haushalte in Biel betroffen wären, verfügen wir nicht.

Was ist mit dem Begriff Heizkostenzuschuss gemeint, wie hoch soll er sein und ab welchem Grenzbetrag wird er ausbezahlt? Bleibt noch die Frage, ob die Heizkosten allein aufgrund des höheren Preises gestiegen sind oder allenfalls durch geändertes Wohnverhalten? Als ehemaliger Fachmann in diesem Bereich, habe ich oft erlebt, dass neue Mieter eine andere Heizkostenabrechnung hatten als ihre Vorgänger. Die Fragen müssten alle aufwändig und detailliert geprüft werden. Da der Gemeinderat nicht über genaue Forderungen verfügt, hätte er von Annahmen ausgehen müssen. Er kann nur klar definierte Anliegen wirklich prüfen.

Die verschiedenen Varianten zu berechnen, ist sehr aufwändig. Die Familienverhältnisse können zudem jederzeit ändern und müssen neu berechnet werden, was administrativ sehr aufwändig ist. Die Sozialhilfe bezahlt die effektiven Wohnkosten, die sich nach der Heiz- und Nebenkostenabrechnung richten. Die Preiserhöhung wird dort aufgefangen. Bei den Ergänzungsleistungen ist die Grenze für die Pauschale der Miete inklusiv Heiz- und Nebenkosten relativ hoch. Eine Heizkostenabrechnung über dem Grenzbetrag muss selber finanziert werden. Hier könnte aber über eine Anpassung der Akontozahlungen im Mietvertrag die gestiegenen Nebenkosten mit einer Erhöhung der Pauschale angerechnet werden. Die Verbilligung der Krankenkassenprämien ist kantonal geregelt, die Stadtverwaltung hat keinen Einfluss darauf. In der Regel richtet sich diese nach den Angaben der Steuererklärung und ist nicht mit Miet- oder Heizkosten verbunden.

Der Gemeinderat findet das Anliegen wichtig, der dringliche Vorstoss konnte aber in der kurzen Beantwortungsfrist nicht vertieft geprüft werden. Ich bitte Sie um Verständnis dafür.

Scheuss Urs, Fraktion Grüne: Ich danke dem Direktor DSS für die spannenden und plausiblen Antworten. Genau solche Erläuterungen müsste der Prüfbericht beinhalten. Der Direktor DSS hat eigentlich die richtigen Argumente geliefert, um das Postulat nicht abzuschreiben. Ein Postulat ist das richtige Instrument, um die vertieften Abklärungen noch vorzunehmen. Ich unterstütze den Antrag, das vorliegende Postulat nicht abzuschreiben.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal de radier du rôle le postulat comme étant réalisé

La proposition est refusée. Le postulat est adopté mais pas radié du rôle.

96. Interpellation urgente 20220102, Steinmann Alfred, Groupe PS/JS, «Droit de superficie accordé à l'OFSPPO et à l'OFCL à Macolin»

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

Steinmann Alfred, Fraktion SP/JUSO: Mir wurde vorgeworfen, dass ich die Interpellation als dringlich eingereicht habe. Als ich sie eingereicht habe, war das Projekt beim Regierungsstatthalteramt hängig. Es erachtete sich dann jedoch als nicht zuständig und ist auf das Gesuch nicht eingetreten. Das bisherige Baugesuch wurde deshalb gestoppt. Jetzt ist die Interpellation nicht mehr dringlich.

Der Gemeinderat antwortet auf die Frage in Punkt 2, dass die Baute in allen Bedingungen dem Baurechtsvertrag entspricht. Dies mag juristisch stimmen. Trotzdem stellt sich die Frage, seit wann dem Klimaschutz mit dem Bau von Gebäuden geholfen ist, auch wenn diese ökologisch erstellt und betrieben werden. Im Übrigen steht noch in den Sternen, ob die Heizung mit Erdwärme überhaupt möglich ist. Nichtsdestotrotz sollten Stadtrat und Gemeinderat explizit energetische und ökologische Forderungen bei neuen Baurechtsverträgen einbringen. Ein Projekt ohne entsprechende Massnahmen ist zurückzuweisen. Die Zeitschrift Hochparterre hält fest, dass das «Luxushotel für Rekruten» wertvollen Grünraum zerstören würde. Der zusätzliche Verkehr rund um das nationale Sportzentrum würde die bereits prekäre Verkehrssituation noch verschlimmern. Die Studierenden werden grösstenteils mit ÖV oder Velo anreisen. Es geht vielmehr um die SpitzensportlerInnen und ihre Entourage, welche mit dem Auto nach Magglingen kommen. Die Stadt Biel hat als Eigentümerin eine politische Mitverantwortung, die sie offenbar nicht wahrnehmen will. Muss wirklich jede/r SportrekrutIn ein Einzelzimmer haben? Die Sportrekrutenschule mit der individuellen Förderung in den einzelnen Disziplinen ist bereits ein Privileg. Ohne die Einzelzimmer wäre in den bestehenden Unterkünften genügend Platz vorhanden.

Die aufgehängten Transparente, welche auf die Probleme des Neubaus hinwiesen, mussten auf Verlangen der Abteilung Liegenschaften der Stadt Biel entfernt werden. Dies wurde damit begründet, dass die Fassaden nicht zur Mietfläche gehören würden. Juristisch wird diese Begründung angezweifelt. Meines Erachtens ist die Haltung des Gemeinderats politisch nicht angebracht. Er unterstützt das Projekt faktisch, stellt keine Fragen und verlässt sich blindlings auf die geltenden Gesetze.

L'interpellant est satisfait de la réponse du Conseil municipal.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je vous remercie pour cette bonne séance. Je vous souhaite un bel été et nous nous retrouverons au mois d'août.

97. Nouvelles interventions

20220200	Dringliche überparteiliche Motion, Scheuss Urs, Fraktion Grüne, Tanner Anna, Fraktion SP/JUSO Bieler Sozialhilfekommission jetzt umsetzen	PRA
	Motion interpartis urgente, Scheuss Urs, Groupe Les Vert·e·s, Tanner Anna, Groupe PS/JS Mettre en œuvre dès maintenant la Commission biennoise de l'aide sociale	MAI
20220201	Motion, Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO, Tanner Anna, Fraktion SP/JUSO Vorgeburtlicher Mutterschutz für die Stadt Biel	PRA
	Motion, Clauss Susanne, Groupe PS/JS, Tanner Anna, Groupe PS/JS Instaurer un congé prénatal à la Ville de Bienne	MAI
20220202	Postulat, Heiniger Peter, PdA, Halter Marisa, PdA, Augsburger-Brom Dana, parteilos Anpassung der tiefsten Lohnklassen	PRA
	Postulat, Heiniger Peter, POP, Halter Marisa, POP, Augsburger-Brom Dana, hors partis Adapter les classes salariales les plus basses	MAI
20220203	Postulat, Tanner Anna, Fraktion SP/JUSO Ein Vorkaufsrecht für Liegenschaften und Boden in Biel	FID
	Postulat, Tanner Anna, Groupe PS/JS Un droit de préemption pour les immeubles et les terrains à Bienne	DFI
20220204	Überparteiliches Postulat, Hamdaoui Mohamed, Die Mitte, Widmer Patrick, SVP, Francescutto Luca, SVP Mobilität: Rücksicht auf den Service public nehmen!	BEU
	Postulat interpartis, Hamdaoui Mohamed, Le Centre, Widmer Patrick, UDC, Francescutto Luca, UDC Mobilité: respecter le service public!	TEE

20220206	Postulat, Clauss Susanne, SP Taubenmanagement Stadt Biel	BEU
	Postulat, Clauss Susanne, PS Gestion des pigeons par la Ville de Bienne	TEE
20220207	Interpellation, Rüber Stefan, Grüne Schulraumplanung	BKS
	Interpellation, Rüber Stefan, Les Vert·e·s Planification des locaux scolaires	FCS

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22:30 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Bord Pascal

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Klemmer Regula

Protokoll:

Flückiger Rita

Scheurer Nathalie

Procès-verbal:

Kirchhof Claire-Lise

Pinto Bernardino Floriane